

Projet de programme pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

Lire en page 2

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 23, DIM. 24, LUN. 25 SEPTEMBRE 1978 - N° 754 Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76 2, 00 F.

A L'ACTION CONTRE LE CHOMAGE !



- Dès lundi, grèves dans la sidérurgie lorraine
- Les ouvriers de Terrin refusent les licenciements
- Boussac : plan Willot, un plan de liquidation

Dès lundi, des grèves vont commencer dans toute la sidérurgie lorraine, contre les 36 000 licenciements prévus par les maîtres de forges. Chez Terrin, les ouvriers disent non aux plans de liquidation de la navale. Chez Boussac, alors que les autorités s'évertuent à faire croire qu'il n'y aura pas de licenciement après les 1 800 en cours, c'est bien la liquidation qui est en jeu avec l'arrivée des Willot ! Sidérurgie, Terrin, Boussac, mais aussi les centaines de boîtes qui licencient, comme Eternit, Elastelle. Aujourd'hui, c'est une riposte de grande ampleur qui s'impose, malgré les divisions des états-majors syndicaux.

Lire pages 4 et 12

Boussac
dans les griffes
des Willot

Un empire
pour...
cent balles !

Le plan Willot était, paraît-il, le meilleur plan possible pour sauver l'emploi des Boussac. On peut penser exactement le contraire, quand on voit les conditions mises par les Dalton du textile à leur participation dans l'affaire. Aucune garantie sur l'emploi, aucune obligation de rachat des usines. Par contre, tout a été prévu par ces sinistres fossoyeurs d'emplois pour que, quoi qu'il arrive, l'empire Boussac tombe entre leurs pattes. Cela, pour un franc ! Pour les travailleurs de Boussac et de Willot, c'est peut-être bien la liquidation qui se profile.

Lire en page 5

Sonacotra :
rassemblement
populaire à
Thionville

Lire en page 6

Zinoviev déchu
de sa nationalité

Parmi les mesures fascistes de la dictature qui sévit en URSS, il y a les camps, l'internement psychiatrique pour les dissidents, ouvriers, intellectuels. Il y a aussi la «suppression de la nationalité» pour dénier aux opposants le droit de parler au nom de leur peuple. C'est cette mesure qui vient de frapper l'écrivain Alexandre Zinoviev, alors qu'il se trouvait à Munich, «autorisé» par les autorités soviétiques à y enseigner pendant un an.

Zinoviev est «coupable» d'avoir écrit sur les méfaits du système de l'URSS dans la vie quotidienne des masses.

Proche-Orient :
obstacles aux
manœuvres US

Lire en page 12

NICARAGUA

LE DICTATEUR FAIT DETRUIRE LES VILLES INSURGÉES

Les opérations militaires lancées par le dictateur Somoza pour tenter de reprendre aux guerilleros du Front sandiniste et à la population insurgée, le contrôle des villes, auraient fait des milliers de victimes. L'armée tire à la mitrailleuse et au canon sur les civils contraints de fuir leurs maisons en flammes.

L'embarras de la Maison Blanche, qui craint que le contrôle de la situation au Nicaragua ne lui échappe est grand. Le département d'Etat US a demandé à Somoza

«d'ouvrir une enquête... pour prévenir des bains de sang et des souffrances inutiles».

Mais, ceci ne signifie nullement un retrait du soutien américain au dictateur. Pourtant la marge de manœuvre de ce dernier est de plus en plus mince. Il a fait l'unanimité du pays contre lui. La grève générale se poursuit. Selon un représentant du Front sandiniste de passage à Paris, les insurgés n'ont pas encore mis l'essentiel de leurs forces dans la bataille.



Projet de programme pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

Nous poursuivons la publication du chapitre du projet de programme intitulé «La crise politique de l'impérialisme français», avec la suite de la partie «Le semi-prolétariat et les couches intermédiaires entre le prolétariat et la petite-bourgeoisie».

A l'issue de la publication de l'ensemble de ce projet de programme, la tribune de discussion sera ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et à ses amis. Dans ce cadre, de nombreuses contributions sont attendues et pourront être publiées selon l'intérêt et l'ordre de la discussion.

La crise politique de l'impérialisme français (Suite)

Le semi-prolétariat et les couches intermédiaires entre le prolétariat et la petite bourgeoisie (Suite)

LES COUCHES INTERMÉDIAIRES ENTRE LE PROLÉTARIAT ET LA PETITE BOURGEOISIE

L'accélération de la concentration capitaliste, l'accroissement du capital financier, l'extension du secteur de la grande distribution capitaliste entraînent un développement des couches intermédiaires entre le prolétariat et la petite-bourgeoisie : employés de banques, des assurances, du commerce ; employés du secteur public dans les postes, les hôpitaux, la Sécurité Sociale...

Ces couches ne font pas partie du prolétariat car elles ne produisent pas directement de plus-value ; elles ne possèdent aucun moyen de production ; elles n'ont aucun rôle d'encadrement ou de répression au service du capital et elles sont exploitées.

Avec la crise, la bourgeoisie est amenée à rentabiliser au maximum ces secteurs, détériorant les conditions de travail ; bloquant les salaires ; attaquant l'emploi (auxiliaire dans la Fonction publique...)

Les luttes qui se sont développées, surtout depuis 74, manifestent de plus en plus nettement l'aspiration à l'unité avec la classe ouvrière. Le parti contribue à approfondir cette prise de conscience et à entraîner ces travailleurs aux côtés de la classe ouvrière pour la révolution socialiste.

PROLETARIANISATION ET DIFFÉRENCIATION DE LA PAYSANNERIE

La bourgeoisie a préservé pendant de nombreuses décennies la petite exploitation familiale. En faisant croire ainsi à la paysannerie qu'elle était du côté des possédants, la bourgeoisie a empêché la réalisation de l'unité de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Dans les années 50, par l'introduction de la mécanisation, le développement du crédit, et la spécialisation des cultures et des élevages, la bourgeoisie a considérablement accentué, la concurrence entre petites et grandes exploitations. Parallèlement, le capital monopoliste a constitué des firmes agro-alimentaires intégrant successivement les différents secteurs de la production agricoles, exploitant et mettant sous sa dépendance un nombre de plus en plus grand de paysans.

Cette politique conduit à une différenciation accélérée de la paysannerie.

• Les paysans pauvres qui n'emploient pas de salariés, qui possèdent ou louent de petites parcelles de terre et qui ne sont pas en mesure de retirer de leur travail un excédant susceptible d'être capitaliser. Soumis au circuit de distribution traditionnelle ou dépendant de grosses coopératives, la grande masse des paysans pauvres est en voie de prolétarianisation. Elle s'accompagne de la disparition de nombreuses petites exploitations et de la concentration des terres.

• Les paysans moyens qui possèdent ou louent des terres qui leur permettent en plus de l'entretien de leur famille, de réaliser un excédant pouvant être investi. Soumis à une concurrence accrue, ils sont entraînés à développer l'équipement de leurs exploitations par des emprunts et à s'endetter. Certains parviennent à s'enrichir, mais bon nombre d'entre eux, tenus à la gorge par le crédit, se rapprochent économiquement de la paysannerie pauvre.

• A l'autre pôle, la bourgeoisie agraire, les grandes exploitations liées au capital monopoliste et les grands propriétaires fonciers qui exploitent des ouvriers agricoles, s'enrichissent toujours plus au détriment de la grande masse des paysans. De plus la recherche systématique du profit entraîne aujourd'hui une dégradation constante de la qualité des produits alimentaires.

LA TERRE A CEUX QUI LA TRAVAILLENT

Les luttes à la campagne se multiplient. Aujourd'hui les paysans intégrés en s'affrontant aux firmes agro-alimentaires exigent un revenu garanti quels que soient les aléas de la production.

Les fermiers et métayers, en s'opposant aux reprises abusives des cumulards, font leur le mot d'ordre : «La terre à ceux qui la travaillent». Lorsqu'ils entrent en lutte les paysans pauvres et moyens pauvres cherchent à nouer des liens avec la classe ouvrière en

organisant par exemple des ventes directes aux ouvriers en grève.

Parmi les organisations syndicales agricoles, la FNSEA tente de masquer les contradictions entre les différentes couches de la paysannerie, ce qui provoque de nombreuses contradictions dans ses organisations et diminue son influence. Le MODEF sert de relais à la politique du PCF. En défendant l'exploitation familiale, il perpétue les idées réactionnaires sur la propriété privée et renforce les illusions chez les petits paysans au lieu de les combattre.

La paysannerie pauvre et moyenne pauvre est partie intégrante du combat pour la révolution socialiste.

Le PCR ml soutient la croissance d'un courant révolutionnaire à la campagne et organise dans ses rangs les paysans communistes.

Seul le socialisme permettra aux travailleurs de la campagne d'œuvrer, selon leurs aspirations, à la satisfaction des besoins des masses.

LES PETITS COMMERÇANTS

Les sources de profit que représente la grande distribution amène la bourgeoisie à liquider progressivement une partie du petit commerce indépendant : le rythme de cette liquidation peut être néanmoins ralenti par la bourgeoisie afin de perpétuer son alliance avec cette couche.

Le PCRml lutte contre l'influence actuelle dominante des idées réactionnaires dans le mouvement des petits commerçants et se fixe la tâche d'en entraîner à terme une partie à combattre aux côtés de la classe ouvrière pour la révolution.

LA PETITE BOURGEOISIE INTELLECTUELLE

La petite bourgeoisie intellectuelle est ébranlée par la crise idéologique de la société impérialiste. Le PCR ml se fixe pour tâche de rallier une partie des enseignants, éducateurs, à la cause de la révolution et du socialisme. Il soutient les initiatives de ceux qui, dans le domaine artistique et culturel, cherchent à mettre leurs capacités au service du peuple. Il vise à faire participer à la lutte pour l'émancipation du prolétariat ceux des chercheurs qui entrent en contradiction avec l'organisation et l'utilisation de la recherche scientifique par la bourgeoisie.

LES INGÉNIEURS, TECHNICIENS CADRES ET AGENTS DE MAÎTRISE

Le renforcement de l'exploitation capitaliste, l'extension des activités commerciales, financières, liées au pourrissement de l'impérialisme, de même que la séparation inhérente au régime capitaliste entre travail manuel et travail intellectuel conduisent à l'extension des couches de techniciens, ingénieurs, cadres et agents de maîtrise, etc.

Certains techniciens ont un rôle principalement répressif ; mais nombre d'entre eux participent au travail productif.

La maîtrise a principalement un rôle d'encadrement et de répression, les ingénieurs et cadres de l'industrie sont les organisateurs de la marche des entreprises au mieux des intérêts capitalistes tandis que les cadres supérieurs de la Fonction publique sont les rouages décisifs de l'appareil d'État. Ils sont des auxiliaires fidèles de la bourgeoisie.

Les techniciens, souvent exploités, peuvent rejoindre le combat révolutionnaire. Face aux licenciements les techniciens, certains agents de maîtrise et parfois des ingénieurs sont amenés à se ranger aux côtés des travailleurs en lutte, bien que de façon souvent inconséquente. Dans quelques cas particuliers, certains ingénieurs et cadres, particulièrement sensibles à la crise idéologique de la société, se tournent vers la classe ouvrière. Le parti, sur ces bases, les encourage à rompre avec leur classe.

Luttons contre l'oppression des femmes dans la société capitaliste !

De plus en plus nombreuses, les femmes subissent l'exploitation capitaliste : conditions de travail les plus

dures, salaires, la plupart du temps inférieurs à ceux des hommes... Elles sont les premières touchées par les licenciements.

A travail égal, salaire égal !

Accès à tous les métiers sans discrimination !

Droit à l'emploi !

Les femmes au foyer constituent un important volant de chômage. L'organisation capitaliste de la société, en empêchant la collectivisation des tâches ménagères, impose aux femmes travailleuses une double journée de travail, et aux femmes au foyer, l'esclavage domestique.

Aujourd'hui, face à cette situation, les femmes aspirent à participer plus profondément à la lutte de classes : les femmes travailleuses participent à part entière aux luttes et affirment leur capacité à prendre part à leur direction. Sur les quartiers, dans les entreprises, elles s'organisent pour battre en brèche l'idéologie de l'infériorité de la femme et l'oppression spécifique que renforce le capitalisme.

Le Parti aujourd'hui doit concentrer les aspirations des femmes, libérer leur initiative pour créer les conditions matérielles et politiques de leur large participation à la lutte pour l'unité populaire, contre la crise, pour la révolution.

Le Parti soutient et développe les luttes pour la résolution des problèmes qui touchent particulièrement les femmes :

— pour le développement des crèches et équipements sociaux,

— pour que les familles populaires aient les moyens d'élever le nombre d'enfants qu'elles désirent,

— pour l'avortement et la contraception libres et gratuits,

— pour la mobilisation contre toutes les manifestations sexistes.

La lutte des femmes du peuple contre leur oppression est inséparable de la lutte du prolétariat pour la révolution socialiste.

Pas de libération des femmes sans socialisme !

Pas de socialisme sans libération des femmes !

Le capitalisme bouche l'horizon de la jeunesse

Des centaines de milliers de jeunes ne trouvent pas d'emploi. La plupart sont déqualifiés et contraints à l'instabilité professionnelle (intérim, contrats à durée limitée). Beaucoup doivent quitter leur région d'origine pour chercher du travail dans les grandes villes ou s'embaucher dans les administrations. A travail égal, les salaires des jeunes sont le plus souvent inférieurs à la moyenne. Le sort des jeunes ouvriers et des apprentis est particulièrement catastrophique.

Dans les luttes ouvrières, les jeunes travailleurs se sont montrés parmi les plus combattifs et les plus déterminés contre le patronat. Avec la crise, la bourgeoisie tente de développer un racisme anti-jeunes, essayant ainsi de dresser la masse des travailleurs contre la jeunesse ouvrière et populaire.

Le vieux monde capitaliste n'offre aucun idéal à la jeunesse qui se révolte et lutte dans de nombreux domaines et notamment contre l'école capitaliste.

Les étudiants constituent, comme disait Lénine, «une plaque sensible» de la société, c'est-à-dire qu'à certains moments, leurs débats et leurs luttes reflètent de manière particulièrement aiguë les contradictions de classes de la société.

A plusieurs reprises est apparue, dans les luttes de la jeunesse, la volonté de se lier à la classe ouvrière et de soutenir la lutte des peuples du monde.

Confrontés à ces aspirations révolutionnaires, les révisionnistes — malgré de gros efforts — ont des difficultés accrues à développer leur influence.

Pour propager largement le point de vue communiste parmi les jeunes, le Parti dirige l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire et impulse son développement. Il lui fixe pour tâche de prendre part aux luttes des jeunes, de les organiser largement dans ses rangs, et de leur donner une formation marxiste-léniniste.

A l'université et à l'école, les communistes affirment le point de vue révolutionnaire de la classe ouvrière et critiquent le caractère réactionnaire de l'enseignement qui y est dispensé.

Nous publierons lundi la fin de la partie intitulée «La crise politique de l'impérialisme français» ainsi que la partie «Luttons contre le révisionnisme moderne».

Élection partielle du 14^e arrondissement à Paris

UN TEST POUR MESURER LE REcul ELECTORAL DU PCF

Les états-majors politiques de droite et de gauche se remuent pour placer leur poulain à l'élection partielle de dimanche. A bien des égards, cette élection est typique des tripatouillages qui caractérisent les mœurs politiques de la bourgeoisie.

D'abord, par les raisons de l'annulation de l'élection qui a rappelé à l'actualité l'affaire du safari électoral qu'a constitué la chasse aux voix des Français de l'étranger. Dans sa requête en annulation, la candidate socialiste avait fait état de l'inscription, dans le même bureau de 44 Français du Gabon, de 21 Français de Munich et de 197 autres de Pondichéry. La candidate du PS parlait également de cadeaux distribués à la veille du scrutin, ainsi que de la distribution, à la veille du second tour, d'un faux tract socialiste.

Le Conseil constitution-

nel a estimé que les votes des Français du Gabon devaient être tenus pour nuls « sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens présentés au soutien des conclusions d'annulation ». Ce qui évite donc au conseil de se prononcer sur les autres pratiques frauduleuses qui auraient été mises en œuvre, ainsi que sur le cas des Français de Munich et de Pondichéry qui pourront de nouveau voter lors de cette élection.

QUERELLE FEUTRÉE
A DROITE
DÉCHIREMENT
A GAUCHE

En mars, de la Malène

avait eu comme concurrent à droite un représentant de l'UDF. Cette fois, il se présente comme seul candidat de la majorité. Mais du côté de l'UDF, on n'a guère apprécié l'attitude du RPR pour les dernières élections partielles. Chirac n'a pas répondu à l'appel de Lecanuet de présenter partout un candidat unique de la droite et a soutenu un candidat contre Servan-Schreiber. Reste à savoir dans quelle mesure ces rancunes peuvent desservir le candidat RPR.

A gauche, l'empoignade est beaucoup plus forte. Contrairement aux élections partielles déjà passées, l'ordre d'arrivée entre les deux principaux candidats de gauche, le PCF et le PS, se tenait de

très près en mars dernier. Dans cette circonscription où le PCF était jusque là en tête face au PS, la candidate socialiste est arrivée à devancer la candidate PCF de 524 voix, un écart donc assez faible pour que le PCF espère le combler.

Du côté du PS, on espère susciter le même mouvement que dans les élections du Pas-de-Calais et de Meurthe-et-Moselle, où le candidat PS arrivé en tête en mars avait attiré sur lui une partie des voix du PCF. Mitterrand est venu soutenir sa candidate.

Du côté du PCF, on ne ménage pas non plus ses efforts : sont venus épauler Rolande Perlican : Marchais, Fiterman, Leroy,

Paul Laurent, ainsi que Marie-Thérèse Goutman, député PCF de Seine-Saint-Denis, invalidée puis réélue en juillet. Rolande Perlican ne manque pas une occasion de faire parler d'elle. De la Malène ayant dit que dans l'accomplissement de son mandat de sénateur, elle était davantage au service de son parti que de sa circonscription, celle-ci a immédiatement porté plainte en diffamation.

Un autre moyen utilisé par le PCF dans cette élection a été une tentative foireuse de présenter un pseudo-écologiste, Jean-Marie Beziat, militant du PCF, dans le but évident d'enlever des voix à la candidature du PS. Nous avons relaté l'échec piteux de cette tentative : démas-

qué, le faux écologiste a été dénoncé par les écologistes. Fabre-Luce et Brice Lalonde ont fait savoir que, si cette candidature était maintenue, ils appelleraient les organisations écologistes à rompre tout rapport avec le PCF. A la mairie du 14^e arrondissement, on fait savoir que ce candidat n'a pas déposé ses bulletins dans les délais légaux, ce qui équivaut à un retrait.

Rappelons également que dans ses efforts pour rattraper son retard sur le PS, le PCF dispose d'une aide directe par la présence d'un candidat MRG — il n'y en avait pas en mars — présenté par la fédération de Paris du MRG... et désavoué par le Comité directeur du MRG. D'où de féroces prises de bec entre les radicaux de gauche, qui n'avaient pas besoin de cela pour être divisés, en cette période déjà trouble.

Paris, élections et rénovation dans le 14^e

«ZUT A LA ZAC !»

Jeudi à la veille des élections partielles du 24 septembre, les associations « Vivre dans le 14^e », les comités de rues, l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) et des associations du 14^e arrondissement de Paris lors d'une conférence de presse exprimaient leurs positions et rappelaient la lutte qu'ils menaient contre les projets de rénovation de leur quartier, projet défendu par de la Malène, candidat RPR.

Le 14^e arrondissement de Paris, est encore un de ces quartiers populaires, où règne une animation typique, où les gens se connaissent, se reconnaissent. Les petits commerces sont à la taille des besoins des habitants, et participent de la vie du quartier. Pour combien de temps encore ce quartier vivra-t-il au rythme de son histoire, dont les murs sont imprégnés ? Les habitants ne semblent pas décidés à l'abrèger, contrairement au sinistre projet de De la Malène et de la Semirep, la politique du bulldozer, de l'expulsion, en un mot de la rénovation.

En 1919, une enquête sur le quartier montrait un pourcentage de tuberculose plus élevé que la moyenne des autres quar-

tiers parisiens. C'est cette enquête que la Semirep (Société d'Economie mixte, chargée de la rénovation) a ressortie pour justifier le bouleversement du quartier. La Semirep, c'est la Ville de Paris, donc Chirac, et des banques privées. Une belle opération financière en vue, et Paris aux cadres et professions libérales : c'est la poursuite de la politique d'expulsion des travailleurs du centre de Paris. Mais les habitants se sont organisés depuis longtemps, contre un autre projet de De la Malène, celui de la radiale Vercingétorix : une grande artère de pénétration dans Paris. Cette radiale a été abandonnée, face à la mobilisation. Or, la rénovation, la ZAC Guillemot, devait être la conséquence logique de la

réalisation de ce projet impopulaire. La radiale inexistante, la ZAC ne se justifie plus. Pourtant la Semirep ne désarme pas, et monte en épingle les résultats de l'ancêtre enquête pour appuyer son projet. Les habitants, profitant de leur expérience précédente, s'organisent par Comités de rues autour de Vivre dans le 14^e, et avec l'APU font des contre-enquêtes.

Le confort des immeubles de la future ZAC, n'est que très légèrement inférieur à la moyenne des autres quartiers, et tient essentiellement au fait que les propriétaires de ces bâtiments ont toujours retardé les travaux de réhabilitation, compte tenu du projet de ZAC qui plane depuis de longues années. De nombreuses réhabilitations « spontanées » ont cependant été entreprises dans ce quartier dont 11 % de la population active travaille dans le Bâtiment travaux publics.

La contre-enquête fait apparaître une énorme exagération du coût de réhabilitation que la Semirep a chiffré. L'APU, avec ses metteurs et architectes arrive à des coûts de 600 francs par mètres carrés habitables, (coût inférieur de la construction sociale), quand la Semirep, pour le même bâtiment, trouve elle, 2 500 F ! De plus la Semirep condamne des bâtiments qui sont sains et ne nécessitent que des réfections légères, mais laisse d'autres immeubles dont les experts de l'APU émettent des réserves quant à leur solidité. A noter que la Semirep n'a pu démontrer le passage de ses experts.



Immeuble non conservé. Coût de la réhabilitation : 635 F/m² habitable.

Aux dernières nouvelles ils se seraient contentés d'une visite extérieure. On en arrive pour la Semirep à la conservation de 38 immeubles, alors que les associations du quartier n'ont dénombré que 85 bâtiments en mauvais état sur les 650 que compte le quartier. Pourquoi tout raser alors qu'au mois de juillet, la ville de Paris revenait sur sa décision de construire des immeubles à architecture « moderne », pour, tout en conservant la trame du quartier, reconstruire dans le style des

bâtiments actuels ? De La Malène, connu d'autre part pour ses spéculations sur le plateau du Larzac, (cf QdP d'hier), ne nous convaincra pas de l'inexistence d'une nouvelle fructueuse affaire financière. Au mois de juillet une banderole proclamait « Zut à la ZAC ! », cette interjection pourrait bien se retourner contre De la Malène lors du prochain scrutin. Quel qu'en soit le résultat les habitants restent mobilisés.

Pierre CHÂTEL

Dans la querelle qui redouble entre les partis de gauche depuis leur échec en mars, le PCF, lors de ces élections partielles, a reculé face au PS. Mais on se trouve là devant un cas un peu différent. Dans les élections de Nancy ou du Pas-de-Calais, on savait que le candidat du PS arriverait en tête de la gauche. Il est difficile dans ce cas, de savoir si le recul du PCF correspond seulement à une volonté de « voter utile », ou s'il s'agit d'une tendance plus profonde. A cet égard, l'élection de dimanche constituera un test, qui n'est pas sans intérêt.

Il faudra également observer comment se comporte l'électorat écologiste. En mars, les candidats vers avaient obtenu près de 6 % des voix dans ce quartier soumis à la loi des promoteurs. Le score de l'écologiste de Nancy semble montrer une nette dégrèbe de cet électorat. Les indications de l'élection de dimanche seront intéressantes à retenir de ce point de vue là.

François NOLLET

EVOLUTION DE LA COMPOSITION SOCIOLOGIQUE DE LA POPULATION DE PLAISANCE-GUILLEMINOT

	1968	1975
Ouvriers	25 %	19,7 %
Employés	23,5 %	23,2 %
Personnel de Services	11 %	9,8 %
Cadres Moyens	16,5 %	19,4 %
Cadres supérieurs et Professions libérales	13,1 %	17,9 %
Patrons	7,3 %	5,9 %
Autres	3,6 %	4 %

Au premier tour, sur 30 446 suffrages exprimés, avaient obtenu : De La Malène : 37,6 % Boillot, UDF : 7,1 % Fascistes : 0,8 %, 0,8 % et 0,9 % Écologistes : 5,9 % Gaull. gauche : 0,4 % Avicé, PS : 22,3 % Perlican, PCF : 20,6 % PSU : 1,6 % LO : 0,9 % LCR : 0,8 % UOPDP : 0,22 %

Au second tour, De La Malène avait été proclamé élu avec 15 574 voix (50,09 %) contre 15 517 à sa concurrente socialiste.

Plan acier

20 000 licenciements en plus

Grève en Lorraine dès lundi

● Grève générale reconductible à partir du mardi 26 septembre dans le groupe Sacilor-Sollac, à l'appel de l'intersyndicale, appels à la grève dans plusieurs usines de la sidérurgie lorraine (Usinor, Longwy, Hagondange), telle est la première réponse des travailleurs. De son côté, le syndicat CFDT de la sidérurgie lorraine appelle «les ouvriers de la sidérurgie lorraine à la grève à partir de lundi prochain 25 septembre, et à assurer sa poursuite». Il faut dire que ce nouveau plan de licenciements suscite partout la colère, et que l'expérience malheureuse d'avant les élections, où la lutte a été sabotée, en particulier par les dirigeants CGT qui ont développé l'attentisme, est dans tous les esprits.

FERRY : RETOUR RAPIDE A LA PRIVATISATION

«C'est une opération chirurgicale courageuse. Nous en avons dénoncé depuis très longtemps le caractère inéluctable». C'est ainsi que Jacques Ferry, président de la Chambre syndicale des maîtres de forges, commentait jeudi le plan acier du gouvernement. Opération chirurgicale, c'est bien le mot, puisqu'en plus des 16 000 licenciements déjà prévus dans la branche, on parle désormais de 20 000 supplémentaires. Mais pour Ferry, c'est encore insuffisant : «L'opération concerne seulement trois groupes de la sidérurgie représentant 60 % de son chiffre d'affaires et 70-72 % des tonnages». Ceux qui ne sont pas compris dans le plan, Creusot-Loire et Ugine-Aciers, mériteraient, selon le porte-parole des maîtres des forges, d'être eux aussi pris en compte : «Au moment où le gouvernement s'est penché sur le dossier, c'est-à-dire il y a un an, les aciéristes spéciaux étaient moins touchés que les aciéristes ordinaires. Mais aujourd'hui, les charges nées du passé et de la crise elle-même pèsent sur toutes les entreprises de la profession...» D'accord pour que l'État se charge pour un temps de l'assainissement de la branche, Ferry insiste particulièrement sur le fait que cette participation de l'État n'est pas irréversible. Une fois redevenue compétitive, la sidérurgie devra donc être complètement reprivatisée ! C'est pourquoi il n'est guère content des changements brutaux de

GREVE DES CHEMINOTS

Un train sur huit ce vendredi matin à Austerlitz, où les conducteurs CGT sont en grève. Un préavis a été déposé dans le midi pour la période du 25 au 28.

direction à la tête des groupes : «C'est choquant du point de vue humain pour la dignité et l'honneur des dirigeants actuellement en place. Si l'État prétend ne pas se mêler de la gestion, il doit laisser les conseils d'administration prendre les décisions...» Si contradiction il y a, on peut penser qu'elle est relativement secondaire, puisqu'il semble bien qu'une reprivatisation est envisagée dans l'avenir.

FITERMAN : PAS MOINS EMBARRASSÉ QUE LE GOUVERNEMENT

Du côté de la gauche, c'est surtout le PCF qui donne de la voix. Fiterman donnait d'ailleurs jeudi une conférence de presse. Visiblement, ce plan acier ne suscite la critique du PCF que du point de vue des milliers de licenciements qu'il va déclencher. C'est aussi une sorte de nouveau pillage du programme commun, sous des formes certes différentes, mais quand même... «Le caractère des décisions prises reflète aussi l'extrême embarras du pouvoir. Chaque Français a encore en mémoire les anathèmes lancés contre nous par les dirigeants du pays. Nous serions d'affreux collectivistes, des étatistes, des dévoreurs de propriétés privées. Et voilà que ceux-là mêmes qui nous accusaient recourent au contrôle public. Ils ont bonne mine aujourd'hui, MM. Giscard d'Estaing, Barre et leurs amis. Le scandale est tellement grand qu'ils n'ont pu continuer à distribuer les fonds publics aux maîtres des forges. Il leur a fallu tenter de se couvrir aux yeux de l'opinion publique en avouant du même coup qu'il n'est pas possible de gérer comme avant les entreprises sidérurgiques... Et l'essentiel de l'argumentation de Fiterman consiste à démontrer, sans être bien convaincant, que les «décisions prises par le pouvoir n'ont rien à voir avec la nationalisation démocratique que nous préconisons». Pas tellement du point de vue économique, mais du prétendu rôle des travailleurs...

GISCARD-BARRE : LES MENTEURS

● «Je n'ai jamais dit, dans six mois ceci se produira, dans huit mois telle chose se produira. Parce que nous sommes dans un monde où l'incertitude est grande et où il est difficile d'avoir le contrôle absolu des conditions de réalisation de certains objectifs».

Mercredi soir, Barre s'exprimait ainsi sur TF 1. Cette déclaration étonne par sa brutalité. La vie politique en France ne nous a pas habitués à tant de franchise. Pourtant, elle n'est pas isolée de la part de celui qui vient de fêter son deuxième anniversaire à la tête du gouvernement. Certes, l'échec de la gauche, la situation de division dans laquelle se trouve l'opposition parlementaire autorise Barre, du moins le croit-il, à plus de franc parler qu'avant mars. Mais, il est vrai également qu'en reprenant

une série de ses discours et déclarations il apparaît que «le Joffre de l'économie» souffle tantôt le chaud, tantôt le froid, depuis longtemps, plutôt le froid d'ailleurs ; mais n'est-ce pas le rôle qui lui est dévolu par Giscard qui se réserve surtout pour lui, de tracer des perspectives plus optimistes, et secondairement d'encenser l'action du Premier ministre. Illusoire moyen en vérité de faire croire que Barre et Giscard ne sont pas aussi neufs l'un que l'autre.

Les quelques citations relevées ci-dessous montrent que Barre et Giscard s'entendent bien pour souffler le chaud et le froid. Elles montrent aussi, et surtout, que nous avons affaire à deux parfaits menteurs.

«Est-ce qu'on peut gouverner sans mentir ? Ma réponse est oui...»

Giscard d'Estaing, A 2, 8 juin 1977

GISCARD

«... Ces données montrent que l'économie française est désormais engagée dans la voie de la reprise».
(Conseil des ministres, 29 octobre 1975).

Ainsi, j'ai conscience qu'un pas important a été entrepris à Rambouillet pour rétablir les conditions d'une croissance saine».
(Discours à Paris, 28 novembre 1977).

«Un certain nombre de signes qui ne trompent pas montrent que le creux de la vague est derrière nous».
(4 décembre 1975)

Sur l'emploi

«A l'heure actuelle, sachez que (la situation) s'améliore».
«On nous prédisait 1 million et demi de demandeurs d'emploi, ils seront bientôt moins d'1 million».
(26 janvier 1978).

Sur l'inflation

«Dans la deuxième moitié de l'année, la France rejoindra le peloton de tête des quelques pays qui ont su se guérir de la hausse des prix... Il n'y a pas lieu d'être sceptique».

«Aujourd'hui, voilà que l'on aperçoit les premiers résultats du plan Barre».
(Ploërmel, 8 février 1977).

«Votre action, M. le Premier ministre, a endigué l'inflation».
(27 mai 1977).

BARRE

Sur la croissance et l'issue à la crise

«En 75, la France était dans une crise profonde».
(Antenne 2, 13 avril 1976)

«L'activité économique est en nette reprise».
(Colmar, 28 mars 1976).

«L'événement le plus important de cette année 1976... c'est la reprise de l'activité économique qui signifie la fin de la crise».
(T.V. 25 mai 1976)

«La France sortira de la crise à la fin de l'année».
(8 juillet 1977)

«Il n'y aura ni premier ni deuxième ni troisième plan Barre...»
(1^{er} décembre 1976)

«Les premiers résultats acquis sont encourageants (...).»
(21 décembre 1977)

«Notre pays commence à sortir de la crise (...) et peut regarder l'avenir avec une plus grande confiance».
(2 janvier 1978)

«J'ai toujours dit qu'il faudrait trois ans pour reconstruire l'économie. On a dit qu'à l'approche des élections, c'était un man-

que d'habileté politique. Mais j'ai voulu dire la vérité aux Français (...). La tenacité de la France nous a permis de remonter la pente. Je voudrais que vous ayez le sentiment que la partie commence à être gagnée».
(5 janvier 1978)

«Il nous faudra encore au moins deux ans pour pouvoir, au prix d'un effort soutenu, rétablir sur des bases solides notre économie. Je n'ai jamais dit que l'on pourrait réduire en 6 mois le taux d'inflation et rétablir l'économie en un an».



Boussac dans les griffes des Willot

UN EMPIRE POUR... CENT BALLES

«L'affaire Boussac n'est pas terminée, elle ne fait que commencer». C'est ce qu'affirme la fédération HACUITEX de la CFDT, et les arguments qu'elle avance ne sont pas du vent. D'une part, parce que les frères Willot, surnommés partout les Dalton du

Aujourd'hui dans les Vosges, les autorités s'emploient à présenter les frères Willot comme les sauveteurs de l'empire décadent de Boussac. Pourtant, alors même qu'ils se mettaient sur les rangs pour récupérer Boussac, ils annonçaient qu'ils préparaient une restructuration de leur propre groupe, et commençaient à faire le ménage chez eux : 624 licenciements se profilaient en Alsace et en Normandie. Dans le même temps, une série d'indices montraient que les frères Willot ont de gros problèmes financiers à l'heure actuelle. A la MFTC de Beauvais et Tourcoing, chez Cyclone, la paie n'est même pas assurée. De plus, les Willot n'ont toujours pas présenté leur bilan pour 77, alors que cette opération se fait habituellement au mois de juin...

Ce n'est donc pas une situation particulièrement saine dans le groupe qui a conduit les pouvoirs publics à donner la préférence aux

Willot pour la reprise de Boussac. D'autant que les conditions de cette reprise sont carrément inouïes. Il faut voir les exigences qu'ils ont mises et que le tribunal de Commerce n'a pas hésité à avaliser.

D'abord, 1 800 licenciements, immédiats, dont les Willot se lavent les mains, à tous points de vue : c'est les syndicats qui s'occupent de licencier.

Ensuite, les Willot se sont débrouillés pour ne pas déboursier un seul centime d'ici 81 ou 82. Au contraire, ils vont immédiatement encaisser 400 à 500 millions de francs nouveaux, qui correspondent à la vente des stocks, et au recouvrement des créances contractées par les clients de Boussac. Cinq cents millions qui seront des liquidités immédiatement disponibles ! Par contre, tout ce qui est dettes des Boussac, ils ne connaissent pas !

Pour l'instant, ils ne rachètent pas les sociétés

Textile, n'ont pas une réputation sans tache, mais surtout parce que les conditions mêmes qui ont présidé à la reprise du groupe Boussac font peser de lourdes menaces, dès aujourd'hui, non seulement sur l'avenir des travailleurs du groupe Boussac.

A l'exception de Dior, et pour cause, puisque c'est une valeur sûre, qui rapporte gros. Pour tout le reste, ils prennent l'exploitation en location gérance, ce qui leur permet d'utiliser le matériel sans risque jusqu'au 31 décembre 79. Après, il n'y a pas le moindre engagement !

De plus, ils obtiennent un prêt de 128 millions à un taux préférentiel de 9,5 % contre 13 % habituellement pratiqués. Sur ce prêt, il n'y a aucune contrainte d'utilisation : ils peuvent s'en servir pour n'importe quoi, et il est certain qu'ils n'injecteront pas cet argent dans Boussac, pour la bonne raison que la remise en route de Boussac, dans les conditions actuelles, ne le nécessite pas : les licenciements ne sont pas payés par les Willot, le matériel dont ils auront besoin sera acquis avec de longs délais de paiement, et les paies seront assurées grâce à l'escompte

qu'ils pourront réaliser sur leurs ventes !

En clair, le tour de passe-passe que les Willot auront réussi, c'est de s'approprier le fonds de roulement Boussac, sans déboursier un centime ! Ils se seront fait de la trésorerie, et c'est ce qui les intéresse !

UNE SINISTRE FIN D'ANNÉE POUR LES OUVRIERS BOUSSAC

Au 31 décembre 79, on se trouvera devant deux possibilités : soit les Willot deviennent propriétaires du groupe et continuent l'exploitation. Dans ce cas, ils doivent payer 700 millions de francs. Mais il y a un mais : sur ces 700 millions, 203 seront payés sur les ventes d'actifs du groupe Boussac, et les 493 restants seront payés en monnaie de singe : quinze ans de délai, pas d'intérêt, et seulement à partir de 81 ou 82. Ce qui

revient à 200 millions réels ! Alors que la fortune Boussac est estimée à plus d'un milliard !

Deuxième possibilité : les Willot abandonnent l'affaire. Que se passe-t-il ? Les conditions déjà mises par les Willot à une future reprise sont les suivantes : l'acquéreur devra leur acheter les stocks et les créances qu'ils s'étaient, eux, procurés gratuitement (500 NF). Qui se risquerait à cette aventure ? On peut donc estimer que personne ne reprendra derrière les Willot. Dans ce cas, les choses se présentent ainsi, selon les prévisions écrites des Willot : «S'il n'y avait pas de successeur, les fonds de commerce, ainsi que les immeubles industriels et commerciaux (usines, maisons ouvrières, sièges sociaux non encore réalisés), devraient nous être cédés pour un franc, ce à quoi nous nous engageons». C'est-à-dire que le groupe sera liquidé, tout le monde licencié, et que les Willot ramasseront tous les biens, contre 1 F ! Les Willot n'étaient pas des enfants de chœur, la question de savoir ce qu'ils choisiront comme solution ne se pose pas !

LA BATAILLE DES VOSGES NE FAIT QUE COMMENCER

Pour les travailleurs, aussi bien du groupe Boussac que Willot, on peut donc s'attendre à ce que les licenciements ne s'arrêtent pas là. Contrairement à ce qui se répète partout. Les Willot sont d'ailleurs clairs là-dessus : «Il est entendu que, pendant la durée du contrat, il pourra être procédé, avec notre accord, cas par cas, à la vente des biens considérés comme n'étant pas nécessaires au bon fonctionnement de l'entreprise ou que nous ne désirons pas conserver pour d'autres motifs».

Par ailleurs, pèse le chômage permanent. Au moindre problème, les Willot peuvent reprendre leurs billes, tout en gardant l'argent.

Pour les conditions de travail, il y a aussi de quoi s'inquiéter : «Nous négocions avec les organisations syndicales représentatives et les représentants du personnel les modifications des conditions de travail et de rémunération que nous envisageons de demander au personnel repris du groupe Boussac».

Quand on demande des modifications, c'est qu'on essaie de reprendre des avantages, et non pas qu'on à l'intention de les augmenter !

Pour toutes ces raisons, la vigilance s'impose. Tous les calmants administrés par les autorités ne tiennent pas, face à ces menaces, car tout le monde est visé, pas seulement ceux qui sont déjà licenciés. C'est pourquoi la CFDT n'envisage pas de donner la priorité à une action en justice, contre toutes les infractions qui ont accompagné ce règlement, mais au contraire d'obtenir le maximum d'informations, de garanties sur l'emploi, usine par usine, sur les deux groupes. La bataille des Vosges, on le voit, ne fait que commencer !

Monique CHÉLAN

LES ARDOISIERS TRELAZÉENS EN LUTTE

Trézelé «dans la banlieue Angevine» capitale de l'ardoise.

Les ardoisiers savent ce que cela veut dire au plan des salaires et des conditions de travail. Et c'est pourquoi ils ont une large tradition de lutte, encore confirmée aujourd'hui.

Aujourd'hui, la colère est si grande que même les anciens ont rarement vu ça. Les travailleurs voient qu'il est nécessaire aujourd'hui de répondre par la lutte aux multiples attaques de Barre. Le mercredi 13, se tenait une commission de conciliation où les syndicats CGT, CFDT et FO (97 % des ardoisiers sont syndiqués) présentaient les revendications suivantes :

— Prime annuelle de 500 F

— Trois jours de congés payés annuels supplémentaires comme au Charbonnage de France.

— Prime de départ à la retraite évaluée sur celle des ETAM (5 mois de salaire).

— Non au départ du bureau de sécurité minière qui tendrait à faire payer

les soins médicaux par les travailleurs.

Mais la direction refuse tout cela en bloc. Ayant appris la nouvelle par téléphone, l'ensemble des 2 000 ouvriers se mettaient immédiatement en grève, avant même le retour des délégués syndicaux. Ainsi était démentie l'affirmation du patron assimilant les travailleurs à des moutons derrière leurs délégués syndicaux.

Dès le lendemain, se tenait une assemblée générale pour discuter des perspectives de la grève.

Tous les carriers ont encore à l'esprit la grève de septembre 76 : 3 semaines, pour pas grand chose. Ils ont donc tiré la leçon et ne veulent pas d'une grève train-train, où chacun attendrait chez soi les nouvelles : ils décident donc spontanément de partir en manifestation à Angers. Plus de 1 500 gars y participent, sur 1 700 ouvriers de la mine, ce qui indique bien leur combativité, d'autant plus que tous les puits sont là (même Bel-Air, la Poueze, venus en cars). Une rencon-

tre avec le patron, le jour même ne donne aucun résultat acceptable.

Donc, le 15, nouvelle A.G., où l'occupation est décidée. Cela jusqu'au mercredi 19, où à la suite d'une journée entière de négociations, la direction recule légèrement : premier recul insuffisant, mais significatif de la peur grandissante des patrons ardoisiers. Ce qu'elle accorde en particulier, ce sont les primes de départ à la retraite (à un niveau bien inférieur à celui que veulent les mineurs) ; la manœuvre est claire : il s'agit de diviser les jeunes des anciens, seuls les seconds se sentant concernés par cette prime. Le lendemain, les travailleurs montreront clairement leur refus de la division, et surtout leur volonté d'aller plus loin, puisque la poursuite de la grève est votée par 67 % des gars (1 350 votants).

Mais aller plus loin, qu'est-ce que cela veut dire ? «Il faut durcir le mouvement, si on veut que ça marche !», disent les mineurs. Ils sont nombreux, ceux qui pensent que l'occupation d'une

partie n'est pas suffisante : «C'est l'ensemble des locaux, bureaux et ateliers qu'on veut occuper». Et comment doit se passer cette occupation ? Doit-on se contenter, comme jusqu'à maintenant, des parties de pétanques ? Seulement 200 gars sont présents dans la boîte. Pourtant, ils sont 900 à avoir voté la grève. Déjà, les ardoisiers font des propositions, comme par exemple l'organisation d'une journée portes-ouvertes. Pour de nombreux carriers, il est nécessaire d'intéresser leurs femmes à la lutte, pour éviter que celles-ci se découragent en ce moment de l'année où le besoin d'argent est le plus pressant (rentrée des classes, période d'après les vacances...). De ce point de vue, la journée portes-ouvertes serait un pas important. C'est bien par une large prise en mains de ces initiatives, par la popularisation de notre lutte, à l'intérieur comme à l'extérieur de Trézelé, que nous pourrions imposer nos revendications aux sociétés d'ardoises !

Corres. Angers

DERRIÈRE LES WILLOT GISCARD

On peut se demander comment une affaire aussi énorme, défiant les lois à plusieurs reprises, a pu se faire malgré tout. En fait, une telle solution n'a pu se réaliser qu'avec l'accord total d'une partie de la bourgeoisie, en l'occurrence giscardienne, qui a trouvé dans les Willot l'instrument qui lui permet de réaliser à grande vitesse la restructuration du textile. Car il ne faut pas s'y tromper, les Willot se moquent complètement du textile, et ils ne s'en cachent pas. Ce qu'ils veulent, c'est de l'argent, pour investir ailleurs. L'État, qui est pourtant le premier créancier de Boussac (80 %) laisse tomber de fait toutes les dettes, toutes les hypothèques !

Rhône Poulenc péage de Roussillon Bon anniversaire !

Pour fêter à leur manière le deuxième anniversaire de l'occupation de leur usine, quelques dizaines de travailleurs de Rhône Poulenc-Péage de Roussillon sont montés à Paris, ce jeudi dans la nuit, pour se rappeler au bon souvenir de leurs patrons, qui ne s'attendaient pas à les voir débarquer ainsi, par surprise.

Rassemblement populaire à l'appel des comités de résidents

SAMEDI DE 14 H A 23 H
AU THÉÂTRE MUNICIPAL DE THIONVILLE

- Intervention des Comités de résidents
- Participation culturelle : musique, films, etc...

Thionville : 300 résidents en manifestation devant le tribunal

14 délégués de Florange, Marspich, Bas Yuth étaient cités ce jeudi, devant le juge des référés de Thionville. La direction de la Sonacotra espérait bien obtenir leur expulsion. Son argumentation n'a guère convaincu le juge, qui a reporté sa décision après le jugement en appel de Metz, mercredi 27. Elle a permis de voir la hargne de la Sonacotra, qui par la bouche de son avocat, parlait de «faire déguerpir» les grévistes.

Sans doute la manifestation combative de 300 résidents a contribué à cette décision en montrant que tous les délégués étaient soutenus par les résidents. «Non, non, non aux expulsions», «Français, immigrés, une seule classe ouvrière», «Sonacotra cédera», voilà les mots d'ordre qui ont retenti longuement autour du tribunal.

Un rassemblement qui ne plaît pas au PCF

Les affiches d'appel au meeting du 23 ont été systématiquement recouvertes, soit par des affiches du PCF, soit à Thionville, par des affichettes blanches masquant la date et le lieu.

Que découvre-t-on en regardant le verso de ces affichettes ? Des textes provenant soit de la mairie, soit du théâtre populaire de Lorraine. Qui a collé ces affiches ? Les services municipaux en heures supplémentaires, les membres du PCF ?

Lorraine

JOURNÉE DE LUTTE DES FOYERS SONACOTRA SAMEDI

En juin, la lutte des résidents Sonacotra ne concernait encore que les trois foyers de Metz et Woippy.

A Preyutz, Florange, le mouvement s'est rapidement étendu en particulier après la visite de camarades délégués de la coordination qui ont pu faire partager l'expérience acquise au cours

de quatre années de grève dans la région parisienne. Aujourd'hui, en Lorraine, la quasi-totalité des foyers et la grande majorité des résidents Sonacotra participent à la grève et ont rejoint la coordination.

Une journée de lutte des foyers est prévue pour samedi.



Le mouvement a touché d'autres foyers, gérés par des associations locales (ASMO, AMLI) mises en place en particulier pour les besoins des maîtres de forge ou même par une municipalité comme à Merlebach.

Procès, intimidations, provocations, agressions, la direction de la Sonacotra a mis en branle tout son arsenal contre les résidents. Elle a trouvé le relais des dirigeants du PCF, soucieux de contrôler tout mouvement se menant en dehors de lui. Les résidents ont su déjouer toutes ces manœuvres en répondant au coup par coup, aussi bien aux tentatives de coupure d'électricité et de gaz à Uckange, qu'à chaque procès intenté par la Sonacotra.

Ainsi, le 12 août, plus de mille résidents manifestaient à Metz. A Uckange, le 1^{er} septembre, la circulation était complètement bloquée par plus de 300

résidents, déterminés à tenir jusqu'à satisfaction : la direction devait rétablir l'électricité et gaz. Cette semaine, mardi et jeudi, les jugements de vingt délégués annoncés pourtant seulement il y a quelques jours, donnaient lieu à des manifestations combatives.

Cette détermination éveille la sympathie de beaucoup de travailleurs, français et immigrés, en particulier dans les usines de la sidérurgie.

Et un début d'unité s'est concrétisé par la participation de travailleurs français aux manifestations, le soutien de plusieurs sections syndicales CFDT.

Dans une période où de nouveaux mauvais coups sont annoncés contre les travailleurs de notre région, la mobilisation des résidents prend d'autant plus d'importance qu'elle concrétise la nécessité de faire triompher la voie de la lutte.

LE PCF ET LA LUTTE DES SONACOTRA

(Extraits du tract du Comité de résidents)

Les dirigeants de l'Amicale des Algériens sont venus au foyer de Florange en disant aux résidents «Payez tous les loyers ou vous serez tous expulsés».

Comme l'Amicale s'entend très bien avec le PCF contre l'intérêt des travailleurs, un dirigeant de la fédération de Moselle du PCF nous a menacés que si nous continuons la grève, des camions militaires viendront nous chercher pour nous expulser.

Nous avons compris que les dirigeants du PCF et de l'Amicale ne nous soutiennent pas du tout mais au contraire nous provoquent, nous menacent comme Stoleru et la Sonacotra.

Le PCF a essayé de récupérer notre lutte en voulant organiser un «grand meeting» le jeudi 24 août, à 17 heures à Farnack avec le député de

Moselle De Pietri et le député de Seine St Denis. Et pourtant depuis quatre ans que la lutte dure dans sa région, jamais cette dirigeante du PCF ne nous a soutenus. Au contraire, elle dénonce toujours notre comité de coordination comme «gauchiste et irresponsable».

Bien sûr malgré les tracts, malgré des cars avec mégaphone qui ont fait le tour des foyers, aucun résident n'a participé à leur meeting et nous avons bien compris que ces dirigeants ne nous soutiennent pas.

Les camarades français qui acceptent la base de notre plate-forme revendicative ont été dénoncés comme gauchistes, diviseurs, irresponsables par le PCF. Qui sont les vrais diviseurs ? Ce ne sont pas les résidents ni le comité

de coordination, ni les travailleurs français qui nous soutiennent mais les dirigeants du PCF qui veulent briser la grève. Ils veulent négocier à la place des résidents et de la coordination...

LES ATTAQUES DE LA SONACOTRA ET DE SES ALLIÉS

La Sonacotra nous attaque en justice pour le non paiement des loyers ; elle veut nous expulser ; c'est la détermination des résidents et des camarades français qui nous soutiennent, la manifestation d'un millier de personnes le 12 août à Metz qui ont empêché d'appliquer la décision du tribunal d'expulser 9 délégués des foyers de Metz. Ce n'est pas grâce aux dirigeants du PCF comme ils veulent le dire

(les expulsions auraient soi-disant été empêchées grâce à leur intervention à la préfecture) mais grâce à la manifestation. Les intimidations n'ont pas manqué : intervention de la police contre plusieurs de nos camarades, à la demande des gérants racistes des foyers de Merlebach et Forbach, lors d'une visite aux camarades de ces foyers. Et particulièrement au foyer de Merlebach, où la municipalité PS entasse cinq travailleurs immigrés par chambre pour mieux les exploiter, paye un gérant raciste pour isoler les résidents et mieux cacher la vérité. Ce ne sont pas les intimidations ou des provocations de la Sonacotra, des gérants racistes et de tous ses alliés qui nous feront peur. Nous continuerons la lutte jusqu'à la victoire avec l'aide des travailleurs français et immigrés.

Le PCF et le centralisme démocratique : sens d'un débat

PARTY COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

sur la question de Staline

PARTY COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

Prix : 5 F (+ port : 2,10 F) Prix : 10 F (+ port : 2,90 F)
Vous pouvez passer commande de ces brochures en écrivant au *Quotidien du Peuple*, B.P. 225 - 75 924 Paris Cedex 19.
Les deux brochures : 20,80 F (port compris)

téléphonez au quotidien

636 73 76

Contre le
plan de relance
de Soisson

GREVE MASSIVE DES PROFESSEURS DE GYMNASTIQUE

● La plupart des professeurs d'Education physique ont fait grève toute la journée de jeudi, à l'appel de leurs syndicats. Ils entendaient ainsi protester contre le «plan de relance» de Jean-Pierre Soisson, qui impose des heures supplémentaires, diminue le temps accordé à l'animation des associations sportives scolaires et aggrave la situation du sport universitaire. Pendant ce temps, le nombre d'heures de gymnastique pour les élèves reste largement insuffisant.

Les 25 000 «profs de gym» (professeurs, professeurs adjoints et maîtres auxiliaires) ne dépendent pas du ministère de l'Éducation Nationale, mais de celui de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs. C'est donc Jean-Pierre Soisson, qui le 31 août, a signifié par lettre aux syndicats de professeurs d'EPS quelles étaient ses intentions pour la rentrée 78. Intentions fort louables au demeurant : «L'insuffisance de formation physique donnée à nos jeunes collégiens et lycéens n'est pas acceptable : pour moi, l'éducation physique et sportive est une discipline à part entière et non une matière secondaire, dont on peut se résoudre à ne pas respecter les horaires».

En foi de quoi, il annon-

çait non pas la création de nouveaux postes mais trois mesures destinées à gérer la pénurie de son budget.

Tout d'abord, sous le vocable de «redéploiement», Soisson s'en prend au sport universitaire. 600 postes sont transférés dans les établissements du second degré. Or, la situation du sport universitaire n'était déjà pas brillante, puisqu'on comptait seulement un enseignant pour deux mille étudiants. De plus, les transferts de postes vont toucher également les centres d'éducation physique spécialisés, pour handicapés.

Deuxième mesure : «Le nombre forfaitaire d'heures que chaque enseignant est autorisé à prendre sur son service normal pour assurer l'animation de l'association sportive de son établis-

sement est ramené de trois à deux heures». Pour un ministre qui prétend développer le sport scolaire ! Peut-être Soisson comptait-il au fond de lui-même que les professeurs ne voudront pas priver les élèves licenciés à l'ASSU de leur temps de sport : ce qui reviendrait à faire une heure supplémentaire gratuite.

Une heure qui viendrait s'ajouter aux deux heures supplémentaires que le ministre leur demande, en troisième lieu, d'effectuer «chaque fois que la situation le nécessitera».

Cette façon déguisée d'augmenter les maxima de service intervient au moment où le chômage s'accroît dans la profession. Selon le SNEP «chaque année plusieurs centaines d'élèves-professeurs sont reçus-recalés au CAPES (747 en 1978) et les 60 millions de F destinés à payer les heures supplémentaires seraient mieux employés à la création de mille emplois de professeurs».

Si les professeurs sont pénalisés par le plan de relance, les élèves vont-ils

en être les heureux bénéficiaires ? Sans doute le redéploiement des postes va-t-il améliorer très légèrement la situation dans le second degré. Mais les objectifs de Soisson restent très modestes : trois heures hebdomadaires dans le premier cycle et deux dans le deuxième cycle. Sans compter que leur temps de sport en ASSU, on l'a vu, est amputé d'une heure !

Malgré les résultats lamentables, malgré les protestations massives des professeurs de gymnastique dont la grève a été soutenue dans de nombreux établissements par les professeurs des autres disciplines, il est au moins un homme qui reste serin : c'est Soisson. Selon lui, un sondage va paraître bientôt, montrant qu'avec son plan de relance il a gagné 4 points à la cote de popularité des hommes politiques. Preuve que les sondages ne sont pas toujours fiables. Preuve aussi que Soisson se soucie davantage de la compétition politicienne que du sport à l'école...

Claude ANCHER

A propos de l'affaire de Saint - Dié

L'ALLONGEMENT DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL : UNE MAUVAISE SOLUTION

● La presse a fait largement état du procès d'un patron de Saint-Dié qui avait réparti la semaine de travail de 40 heures en 4 journées de 10 heures. Le problème de la répartition de la semaine de travail est posé au niveau de très nombreuses entreprises : usines, hôpitaux et agences d'intérim entre autres. La durée légale maximale de travail par jour est de 8 heures. Cependant de nombreuses dérogations de fait existent dès qu'il existe un système d'équipes : on voit de plus en plus de cliniques et d'hôpitaux transformer les 3 fois huit par les deux fois douze heures pour faire l'économie de l'effectif d'une équipe.

Ces allongements de la journée de travail suscitent en général de nombreux débats parmi les travailleurs, la direction faisant valoir qu'en échange le week-end sera allongé ou les jours de repos plus nombreux, les heures de transport diminuées etc. Malgré cela de multiples sections syndicales d'entreprises ont refusé ces nouveaux horaires, surtout

avantageux pour le patron.

La journée admise de travail ne peut dépasser neuf heures d'affilée, et cela seulement avec l'autorisation de l'inspection du travail. Le patron de Saint-Dié ne pouvait donc (même avec l'accord des ouvriers) porter de lui-même cette journée à 10 heures. Ceci étant contraire avec le Code du travail, qui codifie sur ce point un

acquis de la lutte de classes.

LE RISQUE DE SURMENAGE

Sur ce thème de la journée de travail, vient justement de se tenir, à Paris, un colloque de l'UNESCO et du ministère de l'Environnement intitulé : «L'homme malade du temps». Les conclusions des recherches effectuées sur le plan physiologique et biologique concordent toutes : les heures de travail trop longues ne permettent pas de faire un travail de bonne qualité. Elles exposent le travailleur au surmenage physique et nerveux. De plus l'argument du long week-end a fait long feu : il est en effet illusoire d'espérer que la personne puisse récupérer en trois jours de repos, la fatigue de 4 journées d'un travail intensif. Les participants au colloque estiment que la journée légale de huit heures est déjà trop longue et qu'elle épuise l'organisme sur le plan biologique. L'intensification du travail a accéléré ce processus en accroissant la charge de tra-

vail subie pendant les huit heures.

REDUCTION DE LA DURÉE DU TRAVAIL

Les chercheurs pensent qu'il faut maintenir une semaine de 5 ou 6 jours mais diminuer la durée quotidienne du travail pour préserver des plages de repos entre les plages de travail : cette alternance étant la condition d'un bon équilibre physique. Ce qui rejoint complètement les revendications générales de la classe ouvrière pour la réduction de la durée de la journée et de la semaine de travail. Une journée de travail plus courte pouvant permettre — avantage supplémentaire — la meilleure prise en charge par chaque travailleur de la vie politique et syndicale dans sa ville ; le week-end prolongé lui, est le plus souvent, dans cette société, l'occasion d'une coupure et d'un isolement au plan familial voire individuel pour de nombreux travailleurs.

Pierre PUJOL

Les mesures
sur la maternité entrent
en vigueur le 1^{er} octobre

UNE POLITIQUE DE PRÉVENTION HYPOCRITE

● Simone Veil s'y entend quelque peu en matière de faire-valoir. Peu après les élections, elle avait annoncé une série de mesures en faveur de la maternité. Lors de la conférence de presse qu'elle tenait jeudi, elle n'a fait que se répéter. Mais s'agissant d'un domaine qui touche de près toutes les familles, toute publicité est bonne à prendre. Soins avant l'accouchement, dans chacun de ces domaines la situation reste grave en France et loin des promesses. Les mesures Veil ne feront pas le compte.

Les soins donnés aux femmes enceintes pendant les quatre derniers mois de la grossesse seront désormais intégralement remboursés. Ce n'était pas le cas jusqu'à présent. Or, selon de nombreux médecins, la cause de la plupart des accidents entourant la naissance, (dont les conséquences sont graves pour l'avenir de l'enfant), sont à chercher dans la surveillance prénatale. Celle-ci n'en sera pas renforcée pour autant de manière décisive, dans la mesure où la prévention n'est pas systématiquement organisée, et où les moyens modernes d'examen du fœtus (échographie, par exemple) restent confinés dans quelques grands services. Et qui a fait la queue à la consultation obligatoire chaque mois de grossesse, se demandera bien comment les maternités pourraient accueillir beaucoup plus de femmes enceintes !

Les frais d'hospitalisation des nouveaux-nés seront également entièrement pris en charge, pendant le premier mois. Les interventions qui suivent la naissance (réanimation, soins intensifs...), n'étaient jusqu'alors prises en charge que pour les seuls prématurés. On sait qu'elles sont fort chères. Mais à ce propos, on enseigne aux étudiants en médecine dans la rubrique économie, qu'il est plus rentable financièrement de développer les

techniques de réanimation plutôt que d'organiser une prévention efficace, qui éviterait une grande partie de ces interventions...

Les traitements contre la stérilité, qui concerne un couple sur huit, seront pris en charge à 100 %.

Enfin, le congé maternité sera porté à dix semaines après la naissance, au lieu des huit actuelles. Mais l'indemnisation restera la même, et l'on sait qu'elle est loin du paiement intégral du salaire. Le congé total sera donc en théorie de 16 semaines à compter du 1^{er} octobre (même pour les femmes ayant déjà accouché). La réalité sera probablement différente, puisqu'actuellement seule une minorité de femmes prend son congé prénatal intégral, les autres ne pouvant pas se permettre une réduction de paye.

Selon Simone Veil, le financement de ces quatre mesures coûtera 544 millions de francs à la Sécurité sociale. On est pourtant bien loin des trois mois promis par le programme de Blois, dont le ministre de la Santé disait évasivement qu'ils pourraient être progressivement accordés, de façon fractionnée, par l'octroi d'heures de liberté... Une façon de reconnaître la démagogie du programme en question.

E.B.

● Manifestation à Brest contre la centrale de Plogoff

Lundi et mardi, le conseil régional de Bretagne décidera de l'implantation d'une centrale nucléaire en France. Le site de Plogoff sera probablement choisi, malgré l'opposition de la population locale. Une manifestation, préparée depuis plusieurs jours se déroulera à Brest samedi à 15 h, place de la Liberté, à l'appel du comité d'information de Ploumouguer (l'autre site éventuel) et avec la participation du comité de Plogoff.

● Aiguilleurs du ciel : 6^e grève du zèle

Les aiguilleurs du ciel ont repris vendredi leur lutte, et ce pour une durée illimitée. C'est ce qu'ils avaient décidé mercredi, lors d'une assemblée générale à Aix-en-Provence, les discussions engagées avec le délégué à l'espace aérien et le directeur de l'aviation civile n'ayant rien donné. Toutes les catégories de personnel, contrôleurs, techniciens, électroniciens, et ingénieurs sont donc appelées à «l'application stricte des règlements et procédures et au refus d'effectuer les tâches annexes, dans le cadre d'un mouvement revendicatif continu». C'est la sixième fois, depuis le début du mois de juillet, que les aiguilleurs du ciel sont amenés à rentrer en action. Leur détermination ne fait donc aucun doute et Le Theule devra bien finir par s'en rendre compte.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

4^e Congrès du Front Polisario

A partir du 25 septembre, aura lieu en territoire libéré, le 4^e Congrès du Front Polisario. Resituant le congrès par rapport aux succès militaires et diplomatiques remportés par le peuple sahraoui, un membre de la direction des relations extérieures du Front a cité les facteurs nouveaux qui caractérisent la situation actuelle : des difficultés croissantes pour les troupes d'Hassan II et des perspectives nouvelles ouvertes par la chute du régime d'Ould Daddah en Mauritanie.

RASD : nouvelles du front

Dans un communiqué datant du 19 septembre, le ministère de la Défense de la République Arabe Sahraoui Démocratique indique que l'ALPS a infligé de nombreuses pertes à l'armée marocaine. Les combats qui se sont déroulés dans la région de Jdiria les 13 et 14 septembre ont fait 34 morts ainsi que de nombreux blessés dans les rangs marocains. Lors d'une autre opération près de Tifariti, diverses installations militaires ont été détruites, et 3 soldats marocains ont été tués.

Le Croissant rouge sahraoui dénonce des atrocités

Le Croissant rouge sahraoui rapporte que depuis un mois, les familles sahraouies restées à El Ayoun et Smara sont de plus en plus persécutées. «Elles sont concentrées dans des camps en ceinture de sécurité pour les quartiers militaires et exposés aux bombes des attaques de notre armée». Le Croissant Rouge dénonce également l'assassinat en un mois de vingt personnes «sous les roues des véhicules de la soldatesque expansionniste, c'est une méthode systématique d'élimination d'innocents citoyens sahraouis».

L'URSS achètera 6 millions de tonnes de céréales par an aux USA

La crise de l'agriculture soviétique qui dure depuis plusieurs années, n'est pas prête de se résoudre, les importations de céréales augmentent à défaut de la production. Les contrats qui viennent d'être signés avec les USA portent sur 100 000 tonnes de blé pour l'année à venir et sur un total de 6 millions de tonnes de blé et de maïs pour chaque année à venir.

USA : prison pour les enseignants grévistés

Une cinquantaine de villes aux USA sont touchées par la grève des enseignants qui réclament un réajustement de leur salaire. Au cours des dernières années, les enseignants ont vu leurs revenus augmenter moins vite que l'inflation. A Bridgeport dans le Connecticut, une centaine d'enseignants qui refusaient de reprendre leur travail ont été mis en prison.

Chronique de l'austérité en Europe

En Italie, aux Pays-Bas et en Norvège, l'austérité est à l'ordre du jour de la rentrée politique.

En Norvège, un conseil des ministres extraordinaire a décidé de bloquer «les salaires et les prix» jusqu'à la fin de 1979 pour ramener le taux d'inflation de 8,5 % à 4 %. L'une des motivations de l'inquiétude du gouvernement serait que les ressources du pétrole seraient moins importantes que prévu alors qu'il comptait dessus pour réduire les effets de la crise.

Aux Pays-Bas, la reine Juliana a présenté dans son discours du trône la politique économique du gouvernement. Les salaires sont bloqués. Un déficit budgétaire de 4,5 % du revenu national est prévu, application du sommet occidental de Bonn. Enfin, le gouvernement prévoit d'assainir en cessant de soutenir les entreprises jugées non rentables pour stimuler celles qui sont compétitives au plan mondial.

En Italie, le PCI a réaffirmé, par la voix de

Afrique du sud

VORSTER DÉFIE LE MONDE ENTIER AU SUJET DE LA NAMIBIE

● En annonçant sa démission, Vorster a déclaré que le gouvernement raciste de Pretoria allait «organiser des élections en Namibie». En prenant une telle décision unilatérale l'Afrique du Sud vise à instaurer un pouvoir fantôme en Namibie et défie l'ONU ainsi que toute l'opinion publique internationale.

La Namibie (Sud-Ouest Africain) a été annexée illégalement par l'Afrique du Sud depuis 1915. La SWAPO, organisation de lutte du peuple de Namibie, mène la lutte armée depuis 1966 pour libérer le territoire national. Elle a obtenu une large reconnaissance internationale, y compris de l'ONU. Les Nations-Unies avaient fixé au 31 août 1977 le retrait total de l'administration Sud-Africaine de la Namibie. Cependant cette exigence n'est appuyée par aucune menace susceptible de faire céder le pouvoir raciste. En effet, les impérialistes occidentaux se sont toujours opposés au vote de sanctions économiques obligatoires.

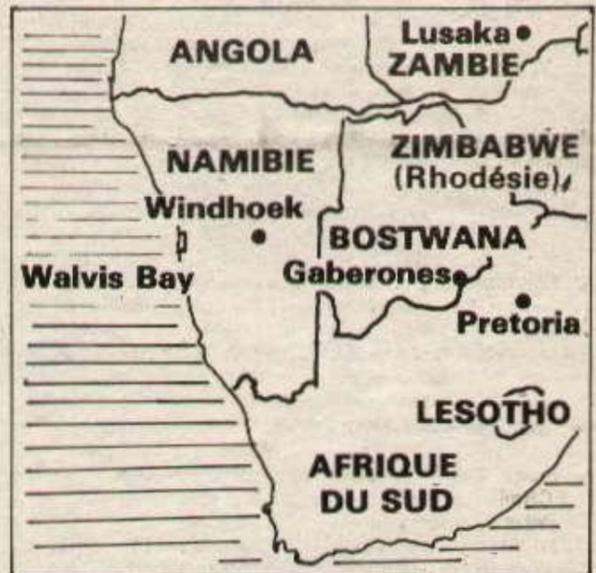
A la date fixée par l'ONU, Vorster avait tenté de sauver la mise en nommant un «administrateur provisoire», en fait, un juge sud-africain. Il acceptait d'engager des négociations avec l'ONU, mais maintenait l'occupation militaire de la Namibie.

Pendant plusieurs mois, les cinq grandes puissances occidentales de l'ONU (France, Grande-Bretagne, USA, RFA, Canada) prennent directement en main

les négociations avec Vorster. Elles veulent obtenir une solution «spécifique» pour éviter l'aggravation d'un conflit mettant en danger leurs intérêts importants en Namibie.

Vorster finit par accepter le plan mis au point par les cinq pays occidentaux. Il s'agit d'organiser des élections en Namibie sous contrôle de l'ONU, les troupes d'Afrique du Sud devant se retirer progressivement. Pour montrer sa bonne volonté, la SWAPO accepte le principe de ce plan, en mettant deux réserves : 1) La SWAPO exige que le port de Walvis Bay, «poumon» économique du pays soit reconnu comme partie intégrante du territoire national. 2) Elle exige que le contingent de soldats sud-africains restant pendant les élections soit stationné au Sud et non au Nord (où la SWAPO mène la lutte). Elle préconise un contingent de casques bleus d'au moins 5 000 hommes pour garantir la liberté des élections.

Une tournée d'inspection de l'ONU est chargée de proposer une concrétisation de ce plan. L'interprétation du plan, donnée par Kurt Waldheim le 30



août 1978 va dans le sens de ce que souhaite la SWAPO. Il propose en effet 7 300 casques bleus et 1 200 fonctionnaires pour contrôler les élections.

L'AMBASSADEUR FRANÇAIS COMPLICE

L'ONU proposait également 7 mois de campagne électorale, afin de permettre aux forces patriotiques de s'exprimer, alors que depuis des années les libertés démocratiques sont totalement absentes en Namibie. En voulant brusquer les choses, et organiser des élections dès la fin de l'année, Vorster entend organiser une fausse indépendance de la Namibie et prendre de biais les exigences de l'ONU. Il y a d'ailleurs été encouragé

par Schricke, ambassadeur de Giscard en Afrique du Sud, qui avait déclaré que les Occidentaux continueraient à s'opposer au vote de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud si celle-ci appliquait le plan occidental alors que la SWAPO s'y opposerait, Vorster avait déjà pris les devants en commençant à faire un «recensement» des électeurs suivant ses propres critères.

En menant dans la région de Caprivi, l'opération militaire la plus importante qu'elle ait conduite depuis trois ans, la SWAPO a montré que le peuple de Namibie n'était pas prêt à se laisser spolier du pouvoir après douze années de lutte.

J.P. CHAMPAGNY

Vorster : un vétéran du nazisme et du fascisme

Vorster a fait ses débuts politiques pendant la guerre. Il était partisan d'une entrée en guerre de l'Afrique du Sud aux côtés d'Hitler. Il devient le porte-parole de l'aile la plus intransigeante du parti raciste au pouvoir. Premier ministre depuis 1966, il prend la responsabilité de tous les crimes commis contre le peuple noir. En organisant la politique des bantoustans, il aggrave la ségrégation pour faire des Noirs d'Afrique du Sud des travailleurs immigrés dans leur propre pays. Son changement d'attribution, de Premier ministre à Président de la République n'est pas l'indice d'un changement de politique.

Berlinguer que l'austérité telle que l'envisageait le PCI était un moyen de transformer la société.

Un prolongement de cette position est le «code d'auto-discipline» mis au point par les directions syndicales qui réglementent ainsi le droit de grève, considéré maintenant comme «dernier recours».

Par ailleurs dans un important discours Berlinguer a défini l'attitude à observer à l'égard de la DC. «Une combinaison entrelacée de moments critiques, de dénonciations de lutte et de compétition, et de moments de dialogue, de collaboration et d'entente». Il a également appelé le PCI à étendre son action en direction des secteurs «explosifs» : «Ces énormes masses de jeunes et de femmes, des populations de communes entières comprises dans les zones rurales et de montagne, les prolétaires et les déshérités de tous types qui sont présents de façon plus ou moins grande dans toutes les villes du pays».

Importantes manœuvres de l'OTAN en RFA

Les manœuvres annuelles de l'OTAN qui se déroulent actuellement sont parmi les plus importantes jamais organisées, à la fois de par leur dimension, l'ampleur des moyens mis en œuvre en hommes et en matériel, mais surtout parce que pour la première fois cette année 13 000 hommes de l'armée américaine sont venus renforcer les unités basées en Europe et tester ainsi la rapidité d'une intervention militaire américaine en cas d'attaque de l'Union Soviétique et de ses alliés du pacte de Varsovie contre l'Europe.

13 000 militaires américains ont été aéroportés et sont venus renforcer la 7^e armée basée en RFA, tandis que deux escadrilles de 48 phantoms s'ajoutaient aux forces américaines de l'OTAN présentes en RFA.

37 000 tonnes d'équipement venues des États-Unis auront été utilisées lors de ces manœuvres.

Les Soviétiques suivent avec beaucoup d'attention ces exercices, à la fois avec leurs observateurs invités sur place mais également à l'aide des radars. D'après les services de renseignements américains, l'URSS a l'intention de se doter de tanks supplémentaires dont la construction lui coûterait 40 milliards de dollars (180 milliards de nouveaux francs). On sait que dans ce domaine sa supériorité sur les USA était déjà assurée. Les sources américaines indiquent également que pour renouveler sa flotte de bombardiers, il en coûtera à l'URSS la somme de 18 milliards de dollars (80 milliards de nouveaux francs).

1978 - 1979 Nouvelle campagne abonnés-amis



Suivre pas à pas, sur le terrain, le développement des luttes ouvrières et populaires ; être là chaque fois que l'exploitation dévoile ses ravages, pour les mettre systématiquement à nu ; témoigner, de manière vivante, de l'évolution complexe de la lutte des classes à l'échelle internationale ; ouvrir, en même temps, le débat au sein du peuple sur toutes les questions qui le concernent : voici, à cette rentrée, quelques unes des ambitions du *Quotidien du Peuple*. Chacun le comprendra, cela demande des moyens.

Nous en avons peu. Nous n'en avons pas assez. Alors qu'il faudrait faire plus et mieux, plusieurs facteurs viennent contrarier nos projets. La hausse du prix des fournitures pèse en permanence sur notre équilibre. L'introduction, par la presse d'argent, de moyens de diffusion nouveaux (télé-impression), trop onéreux pour nous, est venue perturber notre diffusion. L'année qui vient, riche de promesses quant au développement du combat de la classe ouvrière, exige que notre journal relève le gant.

Depuis trois ans, nos lecteurs ont pu juger de l'arme que constitue un quotidien communiste. Tous auront à cœur que *le Quotidien du Peuple* vive, qu'il se développe. Dans cette bataille, les abonnements sont une question cruciale. D'abord, parce qu'ils apportent une masse d'argent frais. Ensuite, parce que n'entraînant pas les frais considérables de la diffusion en kiosque, ils sont plus avantageux financièrement.

Venant à la rentrée, cette campagne est indispensable pour nous permettre de faire face aux échéances à court terme. Pour peu qu'elle soit menée vigoureusement, elle peut nous permettre de constituer une avance de trésorerie qui nous fait défaut.

Au fil des années, nous avons progressivement rationalisé notre service d'expéditions de manière à répondre promptement et ponctuellement à la demande : de plus en plus, l'envoi du journal s'effectue régulièrement. C'est une raison de plus pour que la campagne abonnés-amis 1978 - 79 soit une réussite. Que chaque lecteur régulier trouve un abonné pour le *Quotidien du Peuple*, et notre journal pourra tenir sa place dans les luttes de l'année qui s'ouvre ! En avant pour une campagne massive «abonnés-amis» du *Quotidien du Peuple* !

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml.
- *Pékin information*.
- *La Chine en construction*
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

- LE TOME V DE MAO TSE TOUNG
- ou
- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse)
- *Salaire aux pièces* (Miklos Haratzi)
- *Ecoles rurales, quel avenir*
- *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays de l'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hedi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

Sur présentation de la carte «abonné ami» du *Quotidien du Peuple*

LIBRAIRIES

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Aix en Provence Librairie quotidienne
5 rue Félix Gouet (10 %)

Besançon	Lib. Les sandales d'Empédocle (10 %) Place Victor Hugo - 138 Grande Rue.
Bourges	Lib. Nathanaël 4, cours Avaricum.
Brest	Lib. Graffiti (10 %) Place Saint-Louis
Caen	La Licorne (10 %) Rue Froide
Clermont-Ferrand	Lib. Jean Rome (10 %) 1 rue des Gras
Evreux	Lib. Dubois-Dehayes rue Chartraine (5 %)
Grenoble	Le Livre ouvert Cours Fontaine (10 %)
La Rochelle	Lib. La Genette (5 %) Rue Rougemont
Le Mans	Lib. La Taupe 2 quai amiral Lalande (10 %)
Lille	Librairie populaire 40 rue de Guesdes
Lyon	Librairie populaire (10 %) 226 rue Duguesclin (3 ^e)
Marseille	Librairie Lire (10 %) Rue Sainte (1 ^{er})
Metz	Librairie Geronimo (10 %) Rue du Pont des Morts
Montluçon	Le Bouillon de culture 15 rue Barathon (10 %)
Nice	Le Temps des Cerises (10 %) 50 bd de la Madeleine
Nantes	Librairie 71 (10 %) 50 bd de la Madeleine
Orléans	Les temps modernes (5 %) rue N. D. de Recouvrance
Quimper	Calligrammes 23 rue du Sallé (10 %)
Perpignan	Le Futur antérieur 22 rue Grande-la-Réal (10 %)
Reims	Le Grand jeu 20 rue Colbert

CINÉMAS

Paris	Saint-Séverin 12 rue Saint Séverin (5 ^e) Tarif étudiant : 10 F La Clef 21 rue de la Clef (5 ^e). Tarif étud. Seine Cinéma 8 rue Frédéric Sauton (5 ^e) Châtelet-Victoria 19 avenue Victoria 1 ^{er}
Lyon	Cinématographe 44 cours Suchet (2 ^e) Tarif collect. (5 tickets : 40 F). Le Canut 32 rue Leynaud (1 ^{er}) (tarif. étud.)



Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....
Date :

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au *Quotidien du Peuple*

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-amis», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

PROGRAMME TELE

Samedi 23 septembre

TF 1

18 h 05 - Trente millions d'amis
 18 h 40 - Magazine auto-moto
 19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Panivo passe toujours
 19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Numéro un. Julien Clerc
 21 h 30 - Les hommes d'argent. Feuilleton américain
 23 h 05 - Télé-foot.
 00 h 05 - Journal et fin

A 2

17 h 10 - Salle des fêtes
 18 h 00 - Course autour du monde
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top club. Variétés
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Les cinq dernières minutes. La grande Truanderie. Série de C. Loursais.
 22 h 20 - Sur la sellette. Emission de Philippe Bouvard
 23 h 05 - Terminus les étoiles. Emissions d'E. Vicaire
 23 h 45 - Journal et fin

FR 3

18 h 30 - Pour la jeunesse
 19 h 10 - Informations
 19 h 40 - Télévision régionale
 19 h 55 - Il était une fois... l'homme. Dessin animé
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Les grandes conjurations. Le connétable de Bourbon. Première d'une série de six émissions
 22 h 00 - Journal
 22 h 15 - Championnat du monde d'échecs aux Philippines. Anatole Karpov contre Victor Kortchnoi

Dimanche 24 septembre

TF 1

16 h 00 - Le voyage extraordinaire. Feuilleton américain
 16 h 25 - Sports première. Cyclisme : Grand prix des Nations.
 17 h 50 - Inutile envoyer photo. Dramatique d'Alain Dhouailly. Rediffusion
 19 h 25 - Les animaux du monde. Vénézuéla 2 : Etranges créatures de la forêt amazonienne.
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Le jour de gloire. Film français de Jacques Besnard 1976. Avec Jean Lefebvre, Pierre Tornade, Darry Cowl
 22 h 05 - Le ballet du théâtre Kirov.
 23 h 15 - Journal et fin

A 2

16 h 20 - Le petit théâtre du dimanche. Aujourd'hui Francis Lemaire, et Jacques Marchand.
 16 h 55 - Monsieur cinéma. Emission de Pierre Tchernia
 17 h 35 - Chocolat du dimanche
 18 h 05 - Le secret du château de Lord Boyne. Feuilleton
 19 h 00 - Stade 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Kojak. Nouvelle série. Episode de Gene R. Kerney.
 21 h 30 - Sur le vif : une expérience théâtrale de Peter Brook
 22 h 35 - Journal
 23 h 00 - Concert. En direct de New York
 00 h 00 - Fin des émissions

FR 3

16 h 30 - Espace musical. Concerto pour violon et orchestre de Penderecki
 17 h 30 - Mieux vaut pleurer que rire à contretemps. Dubout.
 18 h 00 - L'invité de FR 3. Henri Vincenot
 19 h 45 - Dom-tom. L'actualité des départements et territoires d'outre-mer.
 20 h 00 - Histoires de France. Michel de Montaigne ou l'homme tranquille
 20 h 30 - Les dossiers noirs. Les rois secrets de l'Indochine. Enquête et texte de Pierre Dumaret
 21 h 10 - Journal
 21 h 30 - Encyclopédie du Cinéma. Histoire du cinéma français. Les inventeurs ou la rencontre des photographes et des fantômes.
 22 h 00 - Ciné-regards. Portrait de Mel Brooks.
 22 h 30 - Cinéma de minuit. La dame de Shanghai. Film américain d'Orson Wells 1947 en version originale sous-titrée. Film policier
 00 h 00 - Fin des émissions

INFORMATIONS GENERALES

Le régime de sécurité des prisons adopté au Conseil des ministres

Peyrefitte, flanqué de son nouveau secrétaire d'Etat, J.P. Mourot, a présenté le projet de loi sur le régime de sécurité des prisons, adopté mercredi au Conseil des ministres. Il s'agit de restreindre le régime de permissions et la libération conditionnelle, automatiquement pour certaines peines, facultativement pour d'autres.

Le juge d'application des peines ne sera plus le seul à prendre ses décisions, ce qui a été compris par tous les magistrats comme une limitation de leur indépendance. L'Union syndicale des magistrats avait déjà évoqué l'an dernier un possible rattachement du parquet au ministère de l'Intérieur. Peyrefitte s'est justifié de manière fort hypocrite en déclarant qu'il «fallait en sortir avec un système inconsistant où le juge prenait des décisions sans possibilité de recours».

Dénoncé par les détenus, ce système pouvait être modifié sans pour autant soumettre des magistrats à une autorité administrative. Bien loin des grandes envolées du rapport sur la violence, dont le ministre s'est abondamment récla-

mé, la réforme de l'application des peines, qui sera volée sans problème au Parlement, marquera une nouvelle atteinte au peu d'indépendance des magistrats et un renforcement du caractère répressif, «usine à fauves» du système pénitentiaire français.

Le premier point de cette réforme concerne l'octroi des permissions de sortie : désormais, elles ne pourront être délivrées que lorsque les détenus auront effectué au moins la moitié de leur peine, et au plus les deux tiers. C'est le régime de «sûreté», appliqué d'office aux détenus condamnés pour crime grave, ceux «portant atteinte à l'intégrité physique» ou à «la dignité humaine». Sont exclus de ces mesures les détenus ayant à effectuer moins de trois ans de prison.

L'autre mesure concerne l'attribution des permissions : le juge d'application des peines ne sera plus souverain, mais l'avis dépendra d'une commission où siègeront également le procureur de la République et le directeur de l'établissement pénitentiaire. La décision d'attribution devra être prise à l'unanimité des membres de cette commission pour les détenus «dangereux», à la majorité

pour les autres détenus.

La décision du Conseil des ministres soulève un tollé de la part des magistrats. L'Union syndicale des magistrats et le Syndicat de la magistrature s'élèvent contre cette mesure qui «aboutit à la subordination de l'autorité judiciaire à la volonté administrative». Ces organisations «demandent, en conséquence, le retrait de ce projet».

La Fédération nationale des Unions de jeunes avocats, pour sa part, proteste contre l'absence d'un possible «exercice des droits de la défense».

Les éducateurs pénitentiaires du SNEPAP (FEN), s'élèvent contre cette réforme qui institutionnalise la prison comme «ce qu'elle n'a jamais cessé d'être : un lieu d'exclusion, d'enfermement pur et simple» et concluent : «Avec la nouvelle réglementation des OHS, avec les prisons de sûreté et la neutralisation des possibilités de contrôle des juges d'application des peines sur l'arbitraire pénitentiaire, on prépare la violence de demain. Sous prétexte de sécurité, on va transformer les prisons en poudrières».

Communiqué Ouverture d'une boutique de droit dans le 12^e à Paris

Des habitants du 12^e ayant beaucoup fréquenté une Boutique de Droit lors d'une lutte contre leur propriétaire, enthousiasmés par l'esprit qu'ils ont trouvé et par la méthode de recherche collective, décident à leur tour de tenir une permanence avec des habitants du quartier, des juristes, des avocats :

TOUS LES JEUDIS DE 17 h A 20 h
 A partir de jeudi 14 septembre 1978
 à la librairie 1984 (sous-sol)
 22 bd de Reully Paris 12^e
 M^o Dugommier ou Daumesnil

imro: des travailleurs aux pieds nus

(Extraits) 14^e épisode

Aux Editions Fédérop

La lutte racontée par
les travailleurs eux-mêmes

Cette tenue des A.G., avec les limites que nous n'hésitions pas à décrire, reflétait de très près l'évolution qui pouvait exister au sein de l'entreprise. Des tendances que l'on pourrait appeler de *dogmatiques* se manifestaient et elles consistaient à vouloir faire en sorte que tout passe obligatoirement et constamment par notre A.G. afin que les propositions y soient discutées. Cela avait un caractère de plus en plus formel au fur et à mesure que les mois s'écoulaient car c'était justement lié au refus de la séparation des différents chantiers de lutte et dont le résultat avait été de mettre réellement les occupants dans le bain.

Tant que des solutions de reprise de la boîte étaient tendues, l'A.G. permettait d'établir les discussions de fond face à un redémarrage éventuel ; le jour où ces solutions de rachat disparaurent, nous nous installâmes dans la lutte dure. Et c'est à partir de là que les décisions de chacun devinrent le pouvoir de tous.

Les problèmes de fond ne s'étudiaient plus à l'A.G. pour la bonne et simple raison que tout le monde discutait de tout et cela continuellement. Aussi, réunir cette instance le matin de 9 h à 12 h devenait quelque chose de très limitatif. Restreindre les débats dans ce cadre-là apparaissait aux yeux des occupants comme étant une ineptie car selon eux, il fallait franchir et forcer cette barrière. C'est ce qui s'est déroulé pleinement dans la boîte et c'est comme cela que les copains s'emparaient des armes pour mieux intervenir. Par là même, un meilleur contrôle s'établissait sur ce qui se déroulait, même si quelques-uns décrochèrent.

A la « Rouennaise », cela allait jusqu'aux réunions de critique collective par rapport à l'attitude de chaque camarade au cours de l'occupation. Le contenu de ces réunions reposait sur des buts très simples. Nul doute que le souffle provenant de la Chine Populaire et plus particulièrement celui de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne nous ait atteint puisque des camarades prenaient en point de mire un copain et dénonçaient son comportement. Celui-ci ne devait pas répondre par une auto-critique qui aurait eu pour seul et unique effet de l'entourer d'une auréole et les buts recherchés auraient été minimes.

A travers cette pratique, ce que nous voulions obtenir, c'était une rectification du camarade afin de l'amener à s'intégrer dans notre collectivité et c'était à lui d'en tirer des conclusions. Ces réunions étaient toujours très positives car elles permettaient de combattre les tendances individualistes de certains camarades et par là même de contrecarrer

un relâchement de notre combat. De la part des copains, c'était quelque chose de formidable de voir cette franchise au niveau des discussions d'autant plus qu'elles éliminaient de fait les risques de mésentente. Il est indéniable que certains camarades possédaient du courage pour accepter ce type de réunion et c'est probablement là où se trouvaient leurs qualités et leurs mérites. Cette remise en cause du copain par une collectivité nous donnait justement cette force de lutte. Par la suite, quelques-uns d'entre nous regretteront que ces réunions n'aient pas été plus nombreuses alors qu'ils avaient la volonté de connaître leur limite personnelle dans le but d'œuvrer à cette « collectivisation de la conscience ».

Transformer des idées disparates en une seule force commune constitue manifestement un des acquis les plus importants de notre lutte. Ces discussions que nous avions tout le long de la journée, que ce soit dans l'imprimerie occupée, à l'extérieur ou encore pendant les équipes de nuit traduisaient de notre part une soif insatiable pour apprendre à connaître et à comprendre notre situation.

Cela contribua grandement à opérer une unification de nos conceptions, les militants du P.C.F. préférant se situer en dehors de notre collectivité que ce soit par la faiblesse de leur participation aux équipes de garde, aux collages ou à toute autre initiative.

Comme nous l'avons dit plus haut, nous avions créés deux chantiers de lutte, Assedic et A.N.P.E. au début de l'occupation car nous étions des chômeurs. Ces deux commissions se justifiaient pleinement car nous devions remplir nos dossiers d'inscriptions pour pouvoir prétendre aux allocations supplémentaires d'attente, les fameux 90 %. Au début de la lutte, ces deux groupes de travail avaient un caractère très administratif. Dans l'imprimerie occupée, nous inviterons des représentants de l'Assedic et de l'A.N.P.E. pour qu'ils répondent aux questions des copains. Ces derniers dénonceront immédiatement ces deux charlatans qui s'évertuèrent à nous faire admettre que malgré les apparences, le chômage constituait une chance unique pour les travailleurs car c'est un moyen de promotion sociale...

Des camarades étaient chargés d'étudier les droits des copains : un dossier mal préparé peut en effet avoir des conséquences importantes. Ensuite, nous irons nous inscrire collectivement à l'A.N.P.E. de Rouen. C'est là où nous, rencontrerons pour la première fois la masse des chômeurs,

à suivre

La voix d'une femme, le cri d'un peuple



Domitila avec sa «wawa» dans le dos. (Wawa : enfant, d'origine quechua).

Domitila est femme de mineur, militante depuis plus de 20 ans dans le mouvement syndical bolivien, dirigeante du «Comité des ménagères» de Siglo Veinte, la plus importante mine du pays. Son témoignage, l'histoire de sa vie, intimement liée aux grandes luttes du peuple bolivien ont été recueillis par Moema Viezzer après un long travail d'enquête.

«Je ne veux absolument pas faire une histoire personnelle, je veux parler de mon peuple. Je veux laisser un témoignage de toute l'expérience que nous avons acquise au cours de ces années de lutte en Bolivie et apporter mon grain de sable dans l'espoir que notre expérience serve à quelque chose pour la nouvelle génération.»

Un cri de révolte contre l'exploitation

Ce récit est un cri de révolte contre la misère, l'exploitation, l'impérialisme, mais aussi un cri de confiance dans le courage et la sagesse du peuple. Quand on vit dans les camps miniers de l'Altiplano bolivien, à 4 000 mètres d'altitude, quand on partage à 10 ou plus un logement exigu, une seule pièce de 4 mètres sur 5 ou 6, prêtée par la Comibol — la corporation minière de Bolivie — ; quand on fait la queue plusieurs heures tous les jours devant la porte de la «pulpéria»,

magasin d'alimentation de la Comibol ; quand on voit son «compagnon cracher ses poumons», comment ne pas se révolter ? La révolte a surgi au cœur de Domitila dès son enfance, puis la conscience de classe et la volonté de participer à la lutte. Dans sa vie quotidienne, levée à 4 heures du matin, couchée à 11 heures ou minuit, elle a vu que la nationalisation des mines par Paz Estenssoro ne changeait rien et elle a protesté contre l'indemnisation des anciens propriétaires.

Le comité des ménagères

Mais «sa» lutte, c'est surtout au Comité des ménagères qu'elle l'a menée. Elle y est entrée en 1963. Au début il a fallu vaincre les résistances ou les moqueries des mineurs, des syndicalistes, des femmes elles-mêmes qui avaient la mentalité de rester au foyer, de ne pas s'occuper de politique. Par leur collaboration aux grèves de mineurs, leur participation aux marches sur La Paz, aux grèves de la faim, par leur courage devant la répression, Domitila et ses

camarades ont conquis leur place dans le mouvement syndical bolivien. Elles ont ainsi remporté des victoires : l'organisation des femmes sans travail qui a obligé le gouvernement à créer des emplois pour elles, la libération des dirigeants syndicaux arrêtés, l'augmentation de salaires des mineurs et des bons qui permettent de se ravitailler à la «pulpéria». Pour Domitila, la libération de la femme est liée à celle de la classe ouvrière et du peuple.

«Si vous êtes notre ami, prouvez-le en armant le peuple»

La vie de Domitila est imbriquée dans la plupart

des événements de ces dernières années. Elle

n'oubliera jamais le massacre de la Saint-Jean le 24 juin 1967, quand l'armée a déclenché, un jour de fête, une atroce répression préventive contre la guérilla, suivie de l'occupation militaire des camps miniers. Domitila a réfléchi sur la guérilla, notamment celle de 1970 : «Il me semble que ces guerilleros ont commis l'erreur de ne pas faire suffisamment participer le peuple. Personne ne peut rien obtenir s'il n'est pas lié au peuple. C'est

fondamental. Nous ne devons jamais oublier que nous sommes, nous la classe ouvrière, les paysans, les deux piliers sur lesquels on édifiera le socialisme». En 1970 au début du gouvernement du Général Torres qui prit des mesures en faveur des mineurs, Domitila s'adresse ainsi à lui : «Vous avez démontré que vous voulez être avec nous... Et si vous êtes notre ami désormais, alors prouvez-le en armant le peuple».

«Je me suis complètement identifiée avec ce que j'ai lu dans le marxisme»

Ainsi, au cours des lectures et des lectures s'est forgée la conscience politique de Domitila. «Mon père... m'a donné ses livres à lire. C'était des livres sur l'histoire de la Bolivie et sur le socialisme... Cela m'a paru très beau. C'était comme si quelqu'un avait recueilli ce que je pensais quand j'étais petite et l'avait écrit dans un livre. C'est-à-dire que je me suis complètement identifiée à ce que j'ai lu dans le marxisme. Cela m'a encouragée à lutter. J'ai pensé que si j'avais rêvé tout cela depuis que j'étais petite, il était nécessaire de travailler avec cette doctrine, de me baser sur cette doctrine pour marcher plus avant». Pourtant, Domitila est pleine de réticences à l'égard des partis...

Par delà les souffrances et la répression endurées par Domitila et «son peuple» la leçon de ce livre, c'est la force avec laquelle Domitila se bat pour le socialisme. «Mon peuple ne se bat pas pour une petite conquête... Mon peuple se bat pour le socialisme. Et si quelqu'un en doute, il n'a qu'à venir en Bolivie s'il en a les moyens et il pourra voir que c'est bien là le cri de mon peuple».

Hélène VARJAC

* Si on me donne la parole. La vie d'une femme de la mine bolivienne - témoignage recueilli par Moema Viezzer - (Maspéro).

Enfants à la mine

La concession de la providence* : c'est, quelque part dans le Nord, le nom donné à une concession de la Compagnie des Mines, devenue aujourd'hui Charbonnages de France.

À travers l'histoire de Ma-Geo (Marie-Georges), responsable des opératrices d'atelier, de son fils, Julien et de Stephan Borgine, ingénieur des mines, qui joue le rôle du père, nous pénétrons dans le monde des mines.

En effet, Stephan Borgine, d'origine polonaise et dont le père résistant a été tué par les Allemands, initie Julien à l'histoire des mines qu'il connaît bien : c'est l'arrivée massive des immigrants, et leur accueil en France, et, plus atroce encore, le travail des enfants. On apprend ainsi que, un ministre ayant autorisé le travail de fond des enfants de l'Assistance publique, la Compagnie des Mines s'empressa de construire son propre orphelinat, envoyant à la mort des dizaines d'enfants car «la mort était devenue un malheur familial». Ainsi, conclut Guy Croussy : «L'espoir qu'avait suscité la Providence, fut suivi d'un siècle de servitude».

À côté de ces passages émouvants et révoltants, Guy Croussy exerce son humour grinçant lors de la description par exemple d'une séance de formation permanente pour les opératrices d'atelier : on y voit entre autres

un professeur d'organisation industrielle qui ne cherche qu'à améliorer le rendement en «éliminant les geste inutiles».

L'attitude de l'ingénieur Stephan Borgine qui pense que monter dans la hiérarchie suffira à empêcher la fermeture des puits, est le produit direct des illusions représentées par la phrase : «Dans la vie il faut œuvrer avec patience et bienveillance».

Alors que Julien, l'enfant devenu grand, refusera contre l'avis de Stephan d'aller dans les «écoles d'élevage» que sont Centrale et l'École des Mines, cherchant «ailleurs», mais on ne sait trop où, ce à quoi il a cru. C'est sur ce terme vague et flou «d'ailleurs» que se termine le roman.

Il est certain que ces deux voies, celle du père comme celle du fils, n'apporteront pas de solution vitale pour l'avenir des mineurs. Mais, que Croussy, né à Pierremont dans le Pas-de-Calais et enseignant actuellement à l'Université de Lille, au département «gestion des entreprises et des administrations» se soit penché sur l'exploitation des gens du Nord, ce n'est déjà pas si mal.

Hélène NOHAN

*La Concession de la providence. Guy Croussy - (Julliard)

Mais où sont nos villages d'antan ?

L'œil de la source est le premier livre de Pierre Gougoud*, qui à 66 ans est un nostalgique de la vie d'autrefois, un inconditionnel du temps jadis. Il est né dans un de ces petits villages de la Haute vallée de l'Aude, que dominent les châteaux cathares. Il a voulu évoquer ses souvenirs d'enfance, en

essayant de renouer avec la tradition des conteurs, qui, les soirs de veillée, captivaient l'assemblée réunie autour du feu de cheminée, en racontant des histoires qui s'imbriquaient les unes dans les autres, procédant par association d'idées, si bien que la bouche ne se refermait jamais. Mais Pierre Gougoud est sur-

tout un passéiste. Il présente la vie dans son petit village occitan au début du siècle, comme un âge d'or que le progrès, la modernisation, ont détruit. Selon l'auteur c'était une époque où l'on prenait le temps de vivre, où l'on était robuste, où l'on vivait vieux grâce à la vie saine et simple que l'on menait, où les rapports humains étaient plus chaleureux, etc.

Mais de quoi était donc fait ce paradis ?

L'auteur décrit avec précision le dur travail des champs, les outils archaïques, la pauvreté de la table quotidienne, la misère de la vie. Et, allant de pair avec l'isolement et l'arriération : les superstitions, les croyances, la foi de charbonnier...

Certes, n'en doutons pas, le capitalisme a fait de lourds dégâts dans les campagnes.

Certes, l'Etat bourgeois est allé jusqu'à tuer l'occitan dans l'œuf, en interdisant de le parler à l'école, et Pierre Gougoud a bien connu cette répression.

Mais on ne guérira pas de tous ces maux qu'a engendrés le capitalisme en revenant en arrière et en retombant dans d'autres asservissements.

Michèle ROUX

*L'Œil de la source de Pierre Gougoud Editions J.C. Lattes. 250 pages.

• Les Occidentaux. d'Alfred Grosser - (Fayard).

Alfred Grosser dans son dernier livre *Les Occidentaux* s'attache à expliquer en détail l'évolution des pays dits «du camp occidental», pays d'Europe et Etats-Unis, de 1930 à aujourd'hui. En 420 pages on a là une très riche matière qui prête à l'étude. Mais le point de vue qui guide Alfred Grosser, chroniqueur politique au *Monde* et apologiste de l'unité franco-allemande est qu'en effet il existe une certaine permanence dans les rapports internationaux depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Il y aurait d'un côté un camp socialiste monolithique, et de l'autre un camp occidental au sein duquel la fluctuation des rapports serait somme toute assez faible. L'émergence du Tiers-Monde, qui n'est perçue par Grosser que sous l'angle de la décolonisation, le changement de nature de l'URSS, le fait qu'elle prétend à l'hégémonie avec une puissance américaine déclinante, autant de faits d'une importance décisive et qui sont pourtant absents du livre.

• Tristes banlieues. Walter Prévost - (Ed. Grasset)

Un roman qui met en scène des jeunes de la banlieue parisienne. On voit les vies parallèles d'Olivier, chômeur à 16 ans, Catherine, ancienne étudiante, caissière dans un super marché pour élever son fils, Philippe, ancien de mai 68 désenchanté qui est maintenant contrôleur dans un aéroport... L'intérêt de ce roman, c'est la description de la vie quotidienne en banlieue, chose rare en littérature. Mais si certains aspects de cette vie sonnent juste : le malaise des chômeurs, la solitude dans les cités, les contrôles et les brimades des flics sur les jeunes, il en ressort une impression de désenchantement et de solitude que rien ne saurait rompre.

• Le Solsil pour la soif. Christian Dedet - (Julliard)

Un coopérant français en Algérie à la recherche d'un poète disparu, s'interroge sur la communication entre les êtres, le monde de l'enfance et les problèmes du couple. C'est triste et profondément ennuyeux.

PROCHE ORIENT OBSTACLES AUX MANOEUVRES U.S.

Tout paraît confirmer l'isolement de la position de Sadate au sein des pays arabes, et la tentative américaine de rallier ces pays aux conclusions de Camp David, se heurte à d'énormes difficultés. C'est ce qu'indiquent notamment les premiers résultats des entretiens entre le roi Hussein de Jordanie et le secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance, qui continue par une rencontre avec les dirigeants d'Arabie saoudite, sa tournée «pour convaincre».

Vance a déclaré qu'il appréciait la volonté du gouvernement jordanien de se voir expliquer les résultats de Camp David. Tel semble être le seul résultat tangible de discussions très brèves avec Hussein. Celui-ci n'envisagerait de participer aux tractations prévues à Camp David sur l'avenir de la Cisjordanie, que si Washington donnait l'assurance qu'Israël se retirerait totalement des territoires occupés en 67, une position bien éloignée des positions exprimées chaque jour par Begin. Le souverain hachémite aurait également rappelé que la Jordanie était signataire des résolutions du sommet de Rabat de novembre 1974, reconnaissant l'OLP comme unique représentant du peuple palestinien, et qu'elle continuait de s'y référer.

«FRONT DU SILENCE»

Mais, la partie la plus importante du voyage de Cyrus Vance se joue à Ryad, vu l'importance, dans la région, de l'Arabie Saoudite, que les Américains tiennent à conserver comme alliée, et qui était jusqu'à présent le principal bailleur de fonds de l'é-

conomie égyptienne. Sans doute, tout ne sera pas dit samedi, et les Américains essaieront encore de convaincre le roi Khaled lors de la visite privée qu'il doit effectuer ces jours-ci à Washington. Mais, rien n'indique que les Saoudiens reviennent sur leur hostilité aux résultats de Camp David, et certains commentaires font état d'une coordination jordan-saoudienne qui pourrait prendre la forme d'un «pacte de défense» entre les deux pays. D'ores et déjà, on parle d'un «Front du silence» pour évoquer la liste — qui n'a cessé de s'allonger depuis le début de la semaine — des pays arabes qui, sans appartenir au «Front de la fermeté», récuser la position de Sadate.

LE SOMMET DE LA «FERMETÉ»

Au même moment, le sommet du «Front de la fermeté» qui s'est ouvert jeudi à Damas, avec les chefs d'Etat d'Algérie, de Libye, de Syrie, et du Yémen du Sud, et Yasser Arafat, dirigeant de l'OLP a prononcé une vigoureuse condamnation de la politique du chef d'Etat égyptien. Le syrien Assad a

notamment souligné le reniement par Sadate de ses engagements antérieurs : «Hier encore le président Sadate proclamait son attachement à la libération de tous les territoires arabes occupés, il affirmait son rejet de toute solution séparée et son refus de reconnaître Israël (...). Comment a-t-il abandonné la cause palestinienne, dont il disait qu'elle est au cœur de la crise du Proche Orient?».

Yasser Arafat, quant à lui, s'est adressé aux participants de la réunion en réaffirmant sa confiance dans la victoire de la Révolution Palestinienne et en mettant en garde les pays représentés au sommet de Damas, contre les manœuvres visant à diviser les pays arabes.

Reste à savoir si cette réunion qui se prolonge jusqu'en fin de semaine, débouchera sur des initiatives concrètes. Précédemment, le «Front de la fermeté», qui s'est constitué au lendemain du voyage de Sadate à Jérusalem, n'était guère allé au delà de simples déclarations d'intentions.

UNITÉ ARABE ?

Une des principales questions qui reste posée concerne la possibilité d'entente entre le «Front de la fermeté» et les autres pays arabes, notamment par le biais de relations entre la Syrie et la Jordanie, qui restent liées par des accords militaires. Déjà certaines voix se sont élevées dans ce sens. Ainsi, le général Chadli, ancien chef d'état-major égyptien durant la guerre d'octobre 1973, et actuellement opposé à la politique de Sadate, vient de déclarer dans une conférence de presse à Alger : «Il faut que tous les Etats arabes

unissent leurs efforts, les pays du Front de la fermeté ne doivent pas être les seuls à assumer le poids de la riposte au danger que représente la capitulation totale de Sadate». Parlant des pays arabes autres que ceux représentés à Damas, ainsi l'Arabie Saoudite, il a souligné : «Sadate a trahi tous les principes que ces pays ont défendus par le passé comme le caractère arabe d'El Quods (Jérusalem) et la cause palestinienne».

Une telle unité arabe, reconstituée face aux résultats de Camp David, pourrait être de nature à s'opposer aux multiples manœuvres de division, non seulement des Américains mais, aussi de l'URSS qui ne va pas manquer d'essayer de tirer parti de la situation actuelle.

POURSUITE DE LA GREVE EN CISJORDANIE

Le peuple palestinien quant à lui, a poursuivi vendredi la grève générale qu'il avait entamée mercredi à l'appel de l'OLP. Jeudi, en Cisjordanie, les municipalités, et la plupart des administrations et services municipaux étaient paralysés, les maires palestiniens de Cisjordanie rejetant le projet israélien d'«autonomie» de la Cisjordanie, un projet que Moshe Dayan vient encore de «préciser» en déclarant à Jérusalem : «Israël doit pouvoir continuer d'y acheter des terres pour construire de nouvelles colonies». Le ministre israélien des Affaires étrangères ramenait ainsi à sa juste proportion l'opposition de l'armée sioniste aux nouvelles tentatives d'implantation de colonies sionistes, depuis lundi.

Mercredi la résistance palestinienne frappe à Haïfa

DÉPÊCHE DU 21-9-78 AGENCE Wafa

Mercredi, un commando palestinien a mis des charges explosives dans un dépôt d'armes israélien à Haïfa. Les charges ont explosé à 12 h 30 dans le dépôt situé dans la rue de Ben Yehida à Haïfa. Le dépôt et son contenu ont été détruits ainsi que deux camions militaires et les dépôts voisins ont été endommagés. Dix soldats israéliens au moins ont été tués ou blessés. Le commando est revenu à sa base sans subir aucune perte. Pendant ce temps là, les forces d'occupation sionistes encerclaient la région et arrêtaient un grand nombre de civils palestiniens en les accusant d'avoir participé à cette opération.

Bombardements au Sud Liban

Jeudi matin les forces sionistes et isolationnistes ont commencé à bombarder à l'artillerie lourde et avec des roquettes des régions à forte population civile au Sud Liban : Arnoun, le château de Beaufort et Rihanes. Ces régions ont été bombardées de 7 h à 10 h du matin à partir de la Palestine occupée et des régions isolationnistes.

TERRIN : L'ULTIMATUM DE DEFFERRE

Jeudi, les ouvriers de La Ciotat ont manifesté, malgré l'interdiction qui leur avait été signifiée par la préfecture, de mettre à exécution leur projet de bloquer les trains pendant une heure. La gare avait été investie par deux compagnies de CRS. Mais dès 16 h 30, la quasi-totalité du personnel avait débrayé pour refuser les 1 334 licenciements.

Chez Terrin, un vote à bulletins secrets devait avoir lieu vendredi, après l'espèce d'ultimatum de Defferre, qui exige la reprise immédiate du travail à Sud-Marine et SAM-Industrie, sans quoi le projet AMREP serait remis en cause. Pourtant, aucune garantie sérieuse n'est

donnée sur l'emploi. Pour Defferre, les choses sont simples : «Les syndicats seront contraints aux licenciements immédiats si l'AMREP ne prend pas en charge à partir de lundi toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement des deux sociétés».

Les travailleurs de Terrin demandent donc des garanties. Ils sont d'autant plus inquiets qu'ils connaissent un peu les méthodes de l'AMREP : ils ont reçu vendredi une lettre de la CGT de l'entreprise UIE de Cherbourg, détenue à 99 % par l'AMREP : en deux ans, 500 emplois ont été supprimés et l'entreprise a de plus en plus recours aux travailleurs intérimaires.

Loire : échec de la journée PCF d'action contre le chômage

Malgré un battage important, tant dans la presse que par tracts et affiches, et la mobilisation préalable de ses militants, le PCF ne rassemblait mercredi 20 septembre qu'une centaine de personnes à la Bourse du travail de Saint-Étienne. La grande salle paraissait bien vide et terne, malgré les décors de TV et la décoration abondante. Devant une trentaine de délégations d'entreprises, toutes plus restreintes les unes que les autres, une dizaine de militants PCF se prêtait à un petit «questions-réponses sur le chômage» avec un ancien journaliste du défunt *Point du Jour*.

Les élus et responsables PCF, dont Marc Bruyère, secrétaire fédéral et Roger Dubien de la JC, y allèrent d'un discours, sans pour autant réussir à soulever l'enthousiasme «pour arrêter le bras des casseurs de l'emploi».

Corr. SAINT ÉTIENNE

Vers une interdiction des grosses cylindrées DES MOTARDS EN COLERE

Ils manifestent ce vendredi soir à Paris, en partant de la place de la Bastille, ex-point de ralliement des motards de la capitale, revenu à l'honneur depuis que l'accès aux Halles de Rungis a été interdit. Prétexte de la manifestation : les déclarations fracassantes de Gerondeau, «Mon-sieur» sécurité routière. On se souvient qu'à la suite d'un bon matraquage par les radios à propos des accidents survenus aux environs du Castellet, le délégué avait suggéré l'interdiction en France des motos de plus de 750 cc, et l'instauration d'un super-permis pour les plus de 400 cc.

Si le problème de la sécurité est effectivement posé pour les motards, Gerondeau ne fait que l'effleurier : certaines machines de 750 cc (Kawasaki trois cylindres) ont été bien plus meurtrières que les très grosses BMW, plus sûres parce que moins puissantes. L'interdiction éventuelle de cette catégorie de super luxe (plus de vingt mille francs) renvoie plutôt à la guerre commerciale menée avec le Japon : disposant d'un quasi-monopole du marché

mondial de la moto, ce pays s'est aussi entouré d'une barrière protectionniste pour le marché automobile fort efficace, car fondée sur des normes anti-pollution. Et l'industrie française automobile ne parvient pas à passer...

D'autre part, les statistiques des assurances font ressortir une proportion d'accidents encore plus importante chez les conducteurs de vélomoteurs (125 cc). Ces petites motos (dont certaines dépassent 120 km/h) peuvent être pilotées sans apprentissage de la conduite. Enfin les causes d'accident connues sont liées à l'équipement routier : bandes de signalisation plus glissantes qu'une flaque d'huile sur le mouillé, rails de sécurité tuant à coup-sûr le motard qui les heurte...

De cela, M. Gerondeau ne parle pas.

La réaction des motards encouragée par le fort corporatisme régnant dans certains clubs, tient plutôt à l'aspect campagne anti-motards, teintée de campagne anti-jeunes, qu'aux déclarations de Gerondeau, qui ne concernent qu'une minorité d'entre eux.

E.B.

Communiqué de presse de l'Union générale des étudiants palestiniens section France

Les étudiants palestiniens en France (en réponse à l'appel du Comité exécutif de l'OLP) depuis le 20 septembre 1978, ont entamé une grève de la faim au siège de la Ligue Arabe pour exprimer leur refus total du complot de Camp David et leur indignation vis-à-vis des plans de liquidation américano-sionistes et sadatiens. Les étudiants palestiniens en France déclarent leur solidarité avec la lutte de leur peuple dans les territoires occupés et qui s'exprime par des manifestations massives contre le complot de liquidation qui vise sa terre et son destin. Nous affirmons :

- 1) Notre refus catégorique et total de tous les accords de Camp David qui abandonnent les droits nationaux inaliénables du peuple palestinien et qui visent aussi la liquidation de la révolution palestinienne et du mouvement de libération nationale arabe, afin d'imposer l'hégémonie impérialo-sioniste sur la nation arabe.
- 2) Notre accord total avec les résolutions prises par l'OLP, l'unique et légitime représentant du peuple palestinien concernant la grève générale afin de faire face au complot par différents moyens de lutte.
- 3) Nous lançons un appel aux Etats du Front de la fermeté et à toutes les forces nationales et progressistes pour faire face au complot et passer à l'exécution des résolutions prises pour affronter ce nouveau complot et soutenir la lutte de notre peuple dans les territoires occupés face à l'ennemi sioniste. Révolution jusqu'à la victoire !